

A historical map of Europe, likely from the interwar period, showing major cities, rivers, and borders. The map is overlaid with several handwritten annotations in blue and red ink. A prominent blue line starts near the British Isles, loops across the North Sea, and then curves down the western coast of Europe, passing through the Atlantic Ocean. A red line starts in the Balkans and moves westward across the continent. Other smaller blue and red scribbles are scattered across the map, particularly in the western and southern regions. The map's color palette includes shades of blue, orange, and brown, representing different geographical features and political boundaries.

Stéphane COURTOIS

1939, L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE : AUX ORIGINES DE LA FRACTURE EUROPÉENNE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Septembre 2019

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

1939, L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE : AUX ORIGINES DE LA FRACTURE EUROPÉENNE

Stéphane COURTOIS

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. AU COMMENCEMENT ÉTAIT LÉNINE.....	10
II. PREMIER PASSAGE À L'ACTE : LA GUERRE ENTRE POLOGNE INDÉPENDANTE ET RUSSIE BOLCHEVIQUE 1919-1921.....	11
III. STALINE ENTRE EN SCÈNE.....	13
IV. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE.....	15
V. L'INTERMÈDE DE LA TACTIQUE ANTIFASCISTE DU FRONT POPULAIRE.....	16
VI. STALINE SE PRÉPARE À LA GUERRE.....	17
VII. COUP DE TONNERRE SUR LES DÉMOCRATIES : STALINE ARBITRE DE LA SITUATION EN EUROPE.....	19
VIII. UN FACTEUR OUBLIÉ MAIS DÉCISIF : STALINE VAINQUEUR EN EXTRÊME-ORIENT.....	22
IX. LE PACTE DU 23 AOÛT 1939, DIT PAR ANTIPHRASE « DE NON-AGRESSION ».....	23
X. LA VÉRITABLE INTENTION DE STALINE : FAVORISER UNE NOUVELLE « GUERRE IMPÉRIALISTE ».....	26
XI. DE LA PSEUDO-NEUTRALITÉ À L'ALLIANCE OFFICIELLE : DU PACTE DE NON-AGRESSION AU TRAITÉ SOVIÉTO-NAZI « DE DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES ET D'AMITIÉ ».....	28
XII. LA POLITIQUE DU KOMINTERN ET LE CAS DU PCF.....	30
XIII. L'ATTAQUE SOVIÉTIQUE CONTRE LA FINLANDE.....	33
XIV. SOVIÉTISATION DE LA POLOGNE ORIENTALE.....	33
XV. STALINE SAISIT LES GAGES.....	35
XVI. LE PCF DANS L'ALLIANCE TOTALITAIRE.....	36
XVII. STALINE CONTINUE DE FAIRE MONTER LES ENCHÈRES.....	37
XVIII. PRINTEMPS 1941 : STALINE PERPLEXE.....	40
XIX. LA FIN DE LA LUNE DE MIEL.....	43
XX. DE LA GRANDE ALLIANCE À L'INSTAURATION DU RIDEAU DE FER.....	44
XXI. L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE, POINT AVEUGLE DE LA MÉMOIRE EUROPÉENNE.....	44

RÉSUMÉ

Le 28 septembre 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique signent à Moscou un traité « de délimitation des frontières et d'amitié ». Cette « amitié » est la conséquence directe du pacte « de non-agression » signé le 23 août de la même année entre les deux puissances totalitaires, qui avait *ipso facto* entraîné l'attaque de la Pologne par Hitler le 1^{er} septembre, puis par Staline le 17 septembre, et provoqué le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Même si la Russie bolchevique avait longtemps entretenu des relations privilégiées avec l'Allemagne des années 1920, cette alliance stupéfia la plupart des observateurs tant l'opposition idéologique semblait irréductible entre le nazisme ultranationaliste et racialisé, et le communisme soviétique marxiste et internationaliste. Or cette alliance des deux grands dictateurs totalitaires contre les démocraties devait avoir les plus funestes conséquences, qui marquent aujourd'hui encore le corps d'une Europe réunifiée.

À l'occasion du 80^e anniversaire de la signature du pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne et du 30^e anniversaire de la chute du mur de Berlin, Stéphane Courtois publie une nouvelle étude intitulée *1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne*. Cette publication fait suite à un premier travail édité il y a dix ans par la Fondation pour l'innovation politique sous le titre *Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après*.

Sur la couverture figure la carte adjointe au protocole secret du traité du 28 septembre 1939 entre l'URSS et l'Allemagne, signée (en bleu) par Joseph Staline et signée et datée (en rouge) par Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du III^{ème} Reich entre 1938 et 1945.

Source : Le Monde, carte tirée de la revue Osteuropa.

1939, L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE : AUX ORIGINES DE LA FRACTURE EUROPÉENNE

Stéphane COURTOIS

Historien, directeur de recherche honoraire au CNRS,
enseignant d'histoire à l'Institut catholique d'études supérieures (ICES) à La Roche-sur-Yon,
membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.

« Le gouvernement du Reich et le gouvernement soviétique doivent, tirant la leçon de toute l'expérience du passé, tenir pour certain que les démocraties capitalistes de l'Occident sont les ennemies implacables à la fois de l'Allemagne nationale-socialiste et de l'URSS. »

Joachim von Ribbentrop,
ministre des Affaires étrangères du III^e Reich, 15 août 1939

INTRODUCTION

Le 28 septembre 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique signent à Moscou un traité « de délimitation des frontières et d'amitié ». Cette « amitié » est la conséquence directe du pacte « de non-agression » signé le 23 août de la même année entre les deux puissances totalitaires, qui avait *ipso facto* entraîné l'attaque de la Pologne par Hitler le 1^{er} septembre, puis par Staline le 17 septembre, et provoqué le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Même si la Russie bolchevique avait longtemps entretenu des relations privilégiées avec l'Allemagne des années 1920, cette alliance stupéfia la plupart des observateurs tant l'opposition idéologique semblait irréductible entre le nazisme ultranationaliste et racialisé, et le communisme soviétique marxiste et internationaliste. Or cette alliance des deux grands dictateurs totalitaires contre les démocraties devait avoir les plus funestes conséquences, qui marquent aujourd'hui encore le corps d'une Europe réunifiée.

I. AU COMMENCEMENT ÉTAIT LÉNINE

Les relations entre la Russie bolchevique et l'Allemagne furent initiées dès avril 1917, lorsque les services secrets allemands décidèrent de faciliter le retour en Russie d'une centaine de révolutionnaires afin d'y intensifier la désagrégation de l'armée russe. Parmi eux, un certain Vladimir Ilitch Oulianov, *alias* Lénine, chef d'un groupuscule marxiste radical. On connaît la suite. Le 7 novembre, ces bolcheviks s'emparent par la force du pouvoir à Saint-Pétersbourg, puis à Moscou, créent la Tcheka – le bras armé du parti bolchevique chargé d'imposer par la terreur « la dictature du prolétariat » –, dispersent par la violence l'Assemblée constituante – premier parlement russe élu au suffrage universel des hommes et des femmes – et déclenchent une impitoyable guerre civile¹. Dès le 16 décembre, Lénine déclare une guerre révolutionnaire à l'Ukraine devenue indépendante, signifiant ainsi sa volonté de porter sa révolution le plus loin possible. Mal lui en prend : début mars 1918, l'armée allemande attaque en force et lui impose le traité léonin de Brest-Litovsk par lequel les bolcheviks concèdent à l'Allemagne 800 000 kilomètres carrés et le quart de la population de l'ex-empire tsariste.

Dure leçon qui incite Lénine à créer en urgence une Armée rouge chargée de défendre son pouvoir contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Il fonde désormais sa politique étrangère sur un principe stratégique, le triomphe de la Grande Révolution prolétarienne mondiale, déclarant ainsi, en novembre 1920 : « Dès que nous serons assez forts pour vaincre tous les capitalistes, nous les prendrons à la gorge. » Il pose également trois principes tactiques. Le premier insiste sur la « défense de la patrie socialiste », à l'intérieur, par la terreur de la Tcheka, et à l'extérieur, grâce à une puissante Armée rouge. Le deuxième vise l'expansion de la révolution, la prise du pouvoir en Russie n'étant que le début d'un processus destiné à bouleverser toute l'Europe, et en priorité l'Allemagne dont la puissance industrielle et le prolétariat ouvrier viendraient conforter le pouvoir bolchevique. Cette expansion emprunte deux chemins complémentaires : la subversion intérieure à chaque pays par le biais des partis communistes en cours de création et l'action offensive de l'Armée rouge qui, après avoir été une armée de guerre civile en Russie, porterait la guerre civile internationale en ne tenant aucun compte des règles traditionnelles des relations entre États. Le troisième principe repose sur « l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes » : en clair, tout faire pour dresser les pays « bourgeois » et « capitalistes » les uns contre les autres, jusqu'à ce qu'une guerre éclate et aboutisse à la révolution. Il s'agit, selon le slogan de Lénine de septembre 1914, de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ».

1. Sur la politique léniniste, voir Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, Perrin, 2017.

En outre, le pouvoir bolchevique doit laisser les « impérialistes » s'épuiser dans cette guerre et n'y intervenir que le plus tard possible et dans un sens révolutionnaire. Ainsi, en janvier 1925, Staline déclare-t-il : « Si la guerre commence, nous y entrerons les derniers pour peser d'un poids décisif dans la balance. »

II. PREMIER PASSAGE À L'ACTE : LA GUERRE ENTRE POLOGNE INDÉPENDANTE ET RUSSIE BOLCHEVIQUE, 1919-1921

La première application spectaculaire de ces principes a concerné la Pologne, déjà partagée trois fois, entre 1772 et 1795, entre les empires des Romanov, des Hohenzollern et des Habsbourg. La Première Guerre mondiale rebat les cartes. Fin 1918, ces empires se sont effondrés et l'armée allemande, après l'armistice du 11 novembre, est contrainte de se retirer d'Ukraine et des États baltes, occupés depuis mars 1918. S'ouvre alors, de la mer Baltique à la mer Noire, un immense vide géopolitique dans lequel s'engouffrent trois prétendants.

Sous l'impulsion de Józef Piłsudski, les Polonais exigent la renaissance de leur État. Dès le 26 juin 1919, la Conférence de la Paix à Paris leur donne satisfaction, contraignant en outre l'Allemagne à leur céder la Posnanie, la Haute-Silésie et un corridor qui donne un accès à la Baltique mais sépare la Prusse-Orientale du reste du Reich. De leur côté, les nationalistes ukrainiens, emmenés par Symon Petlioura, créent de vive force une république indépendante. Quant à Lénine, il ordonne à l'Armée rouge, qui s'est emparée de Vilnius et de Kiev, d'avancer le plus loin possible vers l'ouest et d'y porter la révolution bolchevique. La situation y semble alors très favorable : le communiste Béla Kun s'est emparé du pouvoir en Hongrie, une éphémère république soviétique est apparue en Bavière et l'Allemagne est traversée de mouvements révolutionnaires. Mais, surtout, Lénine vient de réaliser son rêve de l'automne 1914 : créer une nouvelle Internationale révolutionnaire – la III^e Internationale, Internationale communiste ou encore Komintern –, réunie à Moscou en mars 1919 et qui développe une intense propagande pour attirer les partis socialistes européens. Elle profite de la situation catastrophique laissée par quatre ans de guerre totale en Europe et de l'immense prestige du premier parti révolutionnaire à s'être emparé du pouvoir et à s'y être maintenu par la force des armes.

Des conflits ponctuels interviennent entre ces trois protagonistes. Les bolcheviks concentrent d'abord leurs forces contre les armées blanches pour gagner la guerre civile. Les Polonais en profitent : en janvier 1920, ils poussent vers l'est et, le 7 mai, avec le concours des Ukrainiens de Petlioura, ils

s'emparent de Kiev. L'idée de Pilsudski est de former une vaste confédération d'États allant de la Baltique à la mer Noire, susceptible de bloquer une double menace, russe sur le plan géopolitique et communiste sur les plans idéologique et politico-social. Mais Lénine n'en veut pas et, après avoir vaincu les armées blanches d'Anton Dénikine, il masse 800 000 hommes à l'ouest. Le 24 mai, la 1^{ère} armée de cavalerie (Konarmya), une force de choc formée de cosaques – les soldats professionnels sous les tsars –, placée sous les ordres de Semion Boudionny, enfonce le front au sud, reprend Kiev et fonce vers Lvov. Au nord, le 4 juillet, le général russe Mikhaïl Toukatchevski lance à son tour une offensive foudroyante, avec un ordre du jour très clair : « À l'Ouest ! Sur le cadavre de la Pologne blanche se trouve la route de la révolution mondiale. Marchons sur Vilno, Minsk, Varsovie !² » Ou encore : « L'heure du règlement de comptes est venue. L'armée du Drapeau rouge et l'armée de l'Aigle blanc prédateur se font face en un mortel combat. Au-delà du cadavre de la Pologne blanche brille la voie de la conflagration mondiale. À la pointe de nos baïonnettes, nous apporterons le bonheur et la paix à l'humanité laborieuse³. »

Ces déclarations indiquent assez le caractère idéologique « de classe » et « totalitaire » du conflit, et la sauvagerie d'une guerre où les bolcheviks et la Tcheka imposent leurs méthodes de guerre civile. On ne fait pas de prisonniers et les populations civiles paient le prix fort. Les communautés juives, si nombreuses sur ces territoires de la « zone de résidence » où le régime tsariste les a cantonnées, sont victimes de violents pogroms commis par les trois camps – ukrainien, polonais et bolchevique. À Berditchev, les cosaques de Boudionny incendient un hôpital militaire polonais et provoquent la mort de 600 blessés et de leurs infirmières. Nommé correspondant de guerre auprès de la Konarmya sur recommandation d'un chef de la Tcheka d'Odessa – l'une des plus cruelles –, l'écrivain Isaac Babel, dans son ouvrage *Cavalerie rouge*, donnera de cette orgie de sang une évocation bouleversante et peu conforme à la version officielle⁴. Cette guerre d'extermination restera jusqu'en 1946 la marque du traitement de la Pologne et des Polonais par le pouvoir bolchevique, par Staline en particulier.

2. Cité in Sophie de Lastours, *Toukhatchevski, le bâtisseur de l'Armée rouge*, Albin Michel, 1996, p. 142.

3. *Ibid.*, p. 142.

4. Isaac Babel, *Cavalerie rouge*, Pierre-Guillaume de Roux, 2019. Voir aussi Adrien Le Bihan, *Isaac Babel. L'Écrivain condamné par Staline*, Perrin, 2015.

III. STALINE ENTRE EN SCÈNE

À la mi-juillet 1920, les troupes polonaises font retraite sur tous les fronts et se replient sur Varsovie. À ce moment crucial pour l'avenir de l'Europe, chacun à Moscou est convaincu de l'imminence d'une victoire éclatante. Un climat d'euphorie révolutionnaire domine les deux cents militants issus de trente-quatre nations qui, le 17 juillet, participent à l'ouverture du II^e Congrès du Komintern à Saint-Petersbourg, haut lieu emblématique de la révolution d'Octobre. Puis le congrès se transporte à Moscou, où les délégués rêvent de révolution mondiale, tandis que Lénine s'enthousiasme : « Varsovie doit être prise ! » Voulant disposer au plus vite des instruments subversifs formés au moule bolchevique, il édicte ses fameuses « Vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste », constituant le logiciel idéologique, politique et organisationnel des partis communistes à créer⁵. Elles visent à soumettre les partis socialistes européens à une double menace : soit une majorité révolutionnaire adhérant aux vingt et une conditions expulsera la minorité « réformiste » et se proclamera communiste ; soit les révolutionnaires seront minoritaires et feront scission pour créer leur parti communiste. Dans tous les cas, ces communistes doivent obéir aux ordres du Komintern – donc au parti bolchevique –, tandis que les socialistes sont stigmatisés comme « réformistes », « jaunes », « social-traîtres » ou « social-patriotes », et combattus sans relâche. Cette fracture décisive au sein des gauches, théorisée par Marx et systématisée par Lénine, aura en 1932-1933 en Allemagne et en 1939-1940 dans toute l'Europe des conséquences dramatiques pour la démocratie.

Sur le terrain militaire, les armées rouges avancent à toute vitesse, au point que le 28 juillet Lénine ordonne la création d'un Comité révolutionnaire provisoire polonais chargé de « soviétiser » les régions conquises, préfiguration des pouvoirs communistes fantoches créés par Staline en 1940 dans les États baltes, puis en Europe centrale et orientale après 1945. Ce Comité installé au nord-est de la Pologne, à Bialystok, proclame : « Une paix durable n'est possible qu'entre la Russie socialiste et une Pologne socialiste. »

Cinq armées soviétiques foncent sur Varsovie et, le 10 août, les premières unités cosaques traversent la Vistule, tandis qu'au sud le grand centre industriel de Lvov est menacé⁶. Le 7 août, le Congrès du Komintern se sépare en pleine euphorie, convaincu du triomphe de la révolution en Europe. Pourtant, Toukhatchevski s'inquiète car ses lignes de communication sont étirées sur des centaines de kilomètres.

5. « Les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste », in Stéphane Courtois, Jean-Pierre Deschodt et Yolène Dilas-Rocherieux (dir.), *Démocratie et Révolution. Cent manifestes de 1789 à nos jours*, chap. IX, ICES/Cerf, 2012.

6. Voir Norman Davies, *White Eagle, Red Star. The Polish-Soviet War, 1919-1920 and "the Miracle on the Vistula"*, Pimlico, 2003.

Il ordonne que les armées du sud-ouest – placées sous l'autorité de Staline (bolchevik de la première heure et membre du Politburo), du commissaire politique Klement Vorochilov (futur commissaire du peuple aux Affaires militaires en 1925) et Boudionny (principal chef de la cavalerie soviétique pendant la guerre civile, qui donna son nom à la Konarmia) – remontent vers le nord couvrir son flanc gauche. Ordre est donné à Staline, par télégramme de Lénine, d'envoyer une armée vers Varsovie, tandis que la Konarmia doit retourner combattre les blancs du baron Wrangel en Ukraine. Staline a pourtant d'autres idées en tête. Il pressent une grande victoire et en veut sa part personnelle. Le 12 août, il désobéit et envoie Boudionny assiéger Lvov, espérant l'emporter rapidement, foncer vers la Silésie et, plus loin, Vienne, Budapest et Prague. C'est finalement le 20 août que Boudionny obtempère aux ordres de Toukhatchevski, mais il est trop tard.

Le 14 août, aidée par la mission militaire française – plus de 400 officiers, dont le capitaine de Gaulle – et des livraisons d'armement, l'armée polonaise lance une vaste contre-offensive qui provoque une immense déroute de l'Armée rouge. En quelques semaines et dans un incroyable chaos, celle-ci recule sur des centaines de kilomètres. Le 19 septembre, la Russie bolchevique est contrainte de demander la paix, puis de signer un armistice en octobre et, enfin, de signer la paix de Riga le 18 mars 1921. Alors qu'en juillet 1920 la Grande-Bretagne avait proposé que l'Armée rouge arrête son offensive sur la ligne Curzon, ce que dans sa certitude de victoire Lénine avait refusé, il est maintenant obligé d'accepter une frontière à deux cents kilomètres plus à l'est, ce qui offre à la Pologne les grandes villes de Vilnius, Brest-Litovsk et Lvov. C'est cet immense espace que Staline voudra réoccuper à l'été 1939.

La déroute soviétique a trois conséquences, qui mènent tout droit à l'alliance germano-soviétique de 1939. Elle provoque d'abord des tensions extrêmes entre les vaincus à la recherche des responsabilités : Toukhatchevski et Trotski reprochent à Staline sa désobéissance aux ordres et le paieront de leur vie, en 1937 pour l'un, en 1940 pour l'autre, avec à la clef l'extermination de tous leurs partisans. Staline en tire ensuite les leçons politiques : les « prolétaires » polonais n'ont manifesté aucune solidarité « de classe » avec l'Armée rouge et la révolution bolchevique devra donc fonder son expansion sur la puissance militaire associée à une politique diplomatique à la fois prudente face aux États capitalistes mais prête à saisir toutes les opportunités. Enfin, Staline, chez qui la vengeance est une seconde nature, ne pardonne pas aux Polonais l'humiliation qu'ils lui ont fait subir et le leur fera payer là encore de leur vie.

IV. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE

Vis-à-vis de l'Allemagne, Lénine instaure une double politique. Il établit des relations diplomatiques avec la République de Weimar, tout en poussant le Komintern à mener dès 1919 une politique subversive qui aboutit, en octobre 1923, à une tentative avortée d'insurrection générale menée par le Parti communiste allemand (KPD) avec le soutien actif de conseillers soviétiques – au moment même où Hitler et le tout jeune parti national-socialiste tentent la même opération à Munich. Jusqu'au début 1933, le KPD n'aura de cesse de combattre cette république démocratique, en particulier les sociaux-démocrates, y compris en collusion avec les nazis.

Parallèlement, Lénine veut détruire l'organisation de la nouvelle Europe issue du traité de Versailles signé le 26 juin 1919 sous la houlette de la France et de la Grande-Bretagne, qui est à ses yeux la ligne de défense des puissances « capitalistes ». Il noue donc des relations secrètes avec la partie allemande – en particulier l'armée, la Reichswehr et les ultranationalistes – qui rejette le *diktat* de Versailles. En mai 1921, un premier accord garantit secrètement à l'Allemagne la fourniture d'avions, de chars et de gaz de combat, formellement interdits à Versailles. À la surprise générale, la collaboration politique est rendue publique le 16 avril 1922 avec l'accord de Rapallo, par lequel l'URSS et l'Allemagne se reconnaissent mutuellement, annulent leurs dettes réciproques et, « dégât collatéral » inattendu, font capoter la conférence de Gênes où les États européens, vainqueurs et vaincus, devaient renouer des relations économiques générales.

Dès 1923, sous l'égide de la Reichswehr, sont signés les premiers contrats pour la construction en URSS d'une usine de fabrication d'avions de combat, ainsi que la vente aux Soviétiques de centaines de milliers de fusils, d'explosifs et autres matériels de guerre⁷. La Reichswehr va bénéficier jusqu'en 1933 de la possibilité de contrevenir aux clauses du traité de Versailles. Ainsi, loin des yeux indiscrets, elle expérimente en URSS des technologies et des prototypes d'avions et de chars. Elle y installe des camps d'entraînement et familiarise des centaines d'officiers, notamment le fameux général Guderian qui conduira l'offensive des panzers en France en 1940, à l'utilisation technique et tactique de ces matériels ultramodernes. C'est en URSS qu'est reconstituée en secret la future Luftwaffe et que sont expérimentés les premiers chasseurs bombardiers. Enfin, l'armée allemande y organise des manœuvres avec de nouvelles tactiques de combat qui montreront toute leur efficacité contre la Pologne en 1939, contre la France en 1940 et même contre... l'URSS en juin 1941.

7. Voir Georges Castellan, « Reichswehr et Armée rouge, 1920-1939 », in Jean-Baptiste Duroselle (dir.), *Les Relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Armand Colin/FNSP, 1954, p. 137-260.

En contrepartie, l'URSS achète d'importantes quantités de matériels de guerre en Allemagne, en particulier des moteurs d'avion, et bénéficie de la formation sur place, par des instructeurs allemands, de ses cadres, surtout dans les nouvelles technologies. Près de quatre-vingt-dix généraux soviétiques, dont des officiers supérieurs comme Iegorov, Iakir et Ouborevitch, suivent des stages dans les états-majors allemands. En dépit de la distance sociologique entre les deux corps d'officiers – armée « de classe » pour l'URSS, armée de caste pour l'Allemagne – et de leur opposition idéologique s'installe une certaine fraternité d'armes qui repose à la fois sur le fait que ces pays sont les deux grands vaincus de la Première Guerre mondiale, qu'ils sont désormais dirigés par des pouvoirs totalitaires hostiles à la démocratie et qu'ils se retrouvent soudés dans une haine commune de la Pologne, principale alliée de la France en Europe centrale et orientale.

V. L'INTERMÈDE DE LA TACTIQUE ANTIFASCISTE DU FRONT POPULAIRE

L'accession de Hitler au pouvoir en janvier 1933 et ses tirades de plus en plus violentes contre le marxisme, le communisme et l'URSS décident Staline à intensifier son rapprochement avec la France, inauguré en 1932 sous l'impulsion de Maxim Litvinov, vieux bolchevik et commissaire du peuple aux Affaires étrangères depuis 1930. En avril 1933, l'URSS accueille avec chaleur le premier attaché militaire français depuis 1917, le colonel Mendras. Face au réarmement allemand, la France et l'URSS signent le 2 mai 1935 un traité d'assistance mutuelle.

Parallèlement, Staline réoriente la politique du Komintern, désormais placé sous l'autorité de Georgi Dimitrov. Socialiste bulgare qui a opté en 1921 pour le bolchevisme, Dimitrov était responsable du Komintern pour l'Europe de l'Ouest, à Berlin en 1933, quand il avait été arrêté et accusé par les nazis d'être responsable de l'incendie du Reichstag. À la suite de son procès où il a tenu tête à Goering, il est devenu une figure mondiale de l'antifascisme. Expulsé à Moscou et propulsé à la tête du Komintern, Dimitrov officialise, lors de son VII^e congrès en juillet 1935, la ligne antifasciste appliquée par tous les partis communistes. Dès lors, la propagande communiste attaque systématiquement le régime nazi et ses alliés. Tout rapprochement entre les deux régimes semble désormais impossible.

La politique de front populaire aboutit en février-mars 1936, en Espagne, au succès électoral de la gauche, qui dégénère bientôt en révolution sociale puis en guerre civile ouverte. En France, le succès électoral du Front populaire conduit

pour la première fois un socialiste, Léon Blum, à la présidence du Conseil. Le Parti communiste français (PCF), très faible jusqu'en 1933, bénéficie à plein de cette politique qui lui permet de constituer une « ceinture rouge » autour de Paris lors des élections municipales de 1935 et qui, en 1936, le fait bondir de dix à soixante-douze députés. Ainsi revigoré, le PCF prend la tête du mouvement social qui suit les élections et s'attribue le mérite des avantages sociaux concédés par le patronat lors des accords de Matignon, les 7 et 8 juin 1936. Sur ordre de Moscou, il appelle à la fin des grèves et soutient le gouvernement Blum.

Staline s'affiche plus encore aux côtés des démocraties et dote l'URSS d'une nouvelle Constitution proclamée « la plus démocratique du monde ». À l'automne 1936, il ordonne la formation de Brigades internationales, armée de volontaires sous commandement communiste qui intervient dans la guerre civile espagnole. Moyennant l'or de la Banque d'Espagne, il expédie aux républicains de l'armement et des conseillers militaires, confrontés aux officiers allemands envoyés par Hitler soutenir Franco. Il y envoie aussi des hommes du NKVD – héritiers de la Tchéka – qui pourchassent tous ses opposants et infiltrent les communistes espagnols jusque dans les plus hautes sphères de la République. À partir de 1938, il y expérimente la politique de « démocratie populaire » qu'il systématisera dans toute l'Europe centrale et orientale dès 1945⁸.

VI. STALINE SE PRÉPARE À LA GUERRE

Cependant, cette politique antifasciste n'est guère efficace. En effet, se drapant dans la rhétorique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Hitler multiplie les triomphes face à un gouvernement britannique partisan de l'*appeasement* avec l'Allemagne, face aussi à des Français paralysés par un puissant courant pacifiste dû au traumatisme de la Première Guerre mondiale (1 600 000 morts) et par les fractures idéologiques et sociales du Front populaire. Le 13 janvier 1935, le Führer obtient, par un vote quasi unanime, le rattachement de la Sarre au III^e Reich ; le 7 mars 1936, il remilitarise la rive gauche du Rhin ; fin 1936, il inaugure avec Rome et Tokyo le « pacte anti-Komintern » avant d'envoyer la légion Condor soutenir Franco ; le 11 mars 1938, il annexe l'Autriche, alors que l'*Anschluss* est formellement interdite par le traité de Versailles ; enfin, *last but not least*, lors des négociations de Munich, le 30 septembre, il arrache la région des Sudètes à la Tchécoslovaquie, dont il

8. Sur ce point, voir Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo, « Le Komintern et l'Espagne ou les métamorphoses d'une révolution », *Communisme*, n° 65-66, 1^{er}-2^e trimestre 2001, p. 161-178.

démantèle ainsi la principale ligne de défense. À cette date, la politique de sécurité collective est en miettes et l'URSS semble hors-jeu. Écartée de la négociation de Munich, elle a dû retirer les Brigades internationales d'Espagne après la dernière grande bataille perdue sur l'Èbre, en novembre 1938, avant que Franco triomphe en février 1939.

Face à ce constat, en politique prudent mais implacable, Staline se prépare à la guerre. Il accélère sa politique inaugurée en 1928 avec un plan quinquennal destiné à recréer une industrie lourde et une grande armée moderne et mécanisée. Depuis 1929, la collectivisation forcée de l'agriculture lui permet de ponctionner les récoltes afin d'assurer l'entretien de l'appareil politique et militaire et d'obtenir des devises en vendant du blé à l'étranger. Parallèlement, il s'attaque à toute opposition, réelle ou imaginaire, susceptible de se transformer en « cinquième colonne » en cas de guerre. Ce sont d'abord les « koulaks » qui résistent à la collectivisation, fusillés par dizaines de milliers, envoyés au Goulag par centaines de milliers et victimes par millions d'une famine organisée en Ukraine en 1932-1933. À l'été 1936, Staline organise le premier des grands procès de Moscou qui, sous prétexte de lutter contre le trotskisme, règle ses derniers comptes avec les autres dirigeants afin d'affirmer son pouvoir absolu sur le parti et sur l'appareil d'État. Il ordonne par la suite une gigantesque purge de l'Armée rouge : 35 000 officiers sont démis de leur fonction et, sur 85 membres du Conseil militaire, 68 sont exécutés et 4 suicidés. Enfin, il lance la Grande Terreur qui, de juillet 1937 à octobre 1938, entraînera l'assassinat de plus de 700 000 personnes et la déportation du même nombre, selon des critères « sociaux » – « koulaks », « gens du passé »... – mais aussi « ethniques » – des Soviétiques non russes. Les Polonais sont les premiers visés par l'ordre n°00485 du NKVD du 11 août 1937, qui aboutit à l'exécution de 110 000 d'entre eux⁹, et, en août 1938, Staline ordonne la dissolution du Parti communiste polonais et fait assassiner tous ses dirigeants réfugiés en URSS, qui auraient pu renâcler à un virage de politique étrangère. Car le rapprochement avec les démocraties n'ayant pas donné les résultats espérés et le rapport des forces en Europe basculant du côté allemand, Staline est prêt à un renversement d'alliances.

9. Sur la Grande Terreur, voir Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », in Stéphane Courtois et Nicolas Werth (dir.), *Le Livre noir du communisme*, chap. X, Robert Laffont, 1997.

VII. COUP DE TONNERRE SUR LES DÉMOCRATIES : STALINE ARBITRE DE LA SITUATION EN EUROPE

Le 10 mars 1939, devant le XVIII^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique (PCbUS), Staline prononce un discours où, après avoir officialisé la faillite de la politique de sécurité collective, il reprend la rhétorique léniniste de 1914 et estime qu'une nouvelle « guerre impérialiste » a commencé, mettant ainsi sur le même plan agresseurs et agressés : Allemagne nazie, Italie fasciste et Japon militariste *versus* France et Grande-Bretagne. Il conclut que « l'URSS continuera la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays ». « Tous » ? Même l'Allemagne nazie ? Ce tous n'aura pas échappé aux observateurs avisés. D'ailleurs, Staline a une priorité : la modernisation de l'Armée rouge, pour laquelle il espère une amélioration de ses relations avec l'Allemagne. Dès le 21 janvier 1939, il ordonne de dresser une liste d'équipements indispensables transmise le 11 février à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Friedrich-Werner von der Schulenburg.

Le désengagement de Staline de la politique de sécurité collective va soudain rencontrer une conjoncture inattendue. Le 14 mars 1939, Hitler envahit la Bohême et la Moravie, et instaure un protectorat sur la Slovaquie. D'un coup, les accords de Munich sont déchirés, montrant la naïveté des dirigeants britanniques et français face au cynisme absolu et à la brutalité d'un chef totalitaire. Néanmoins, à quelque chose malheur est bon : l'opinion publique britannique, soulevée d'indignation, incite son gouvernement à réagir. Le 31 mars, la Grande-Bretagne, bientôt suivie par la France, garantit les frontières de la Pologne, puis celles de la Grèce et de la Roumanie le 13 avril. Mais Hitler est bien décidé à poursuivre ses conquêtes et, le 11 avril, il donne à la Wehrmacht l'ordre de préparer une attaque contre la Pologne pour le 1^{er} septembre 1939. Staline, vite informé, comprend qu'il est dans une situation idéale pour faire monter les enchères et proposer sa neutralité – voire son alliance – au plus offrant, tout en menant un double jeu de négociations publiques et secrètes.

Ainsi le processus diplomatique qui mène à la signature du pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne le 23 août 1939 est-il enclenché le 17 avril. Poussé par Litvinov et dans le cadre de négociations publiques, Staline, répondant aux avances britanniques, propose un accord d'assistance militaire avec la France et la Grande-Bretagne, et la garantie par ces trois pays des États limitrophes de l'URSS, de la Baltique à la mer Noire. Cependant, les conditions de l'accord impliquent le droit pour l'Armée rouge de pénétrer dans ces États, ce qu'au moins la Pologne et la Roumanie ne peuvent accepter. Or, ce même 17 avril, Alexei Merekalov, l'ambassadeur d'URSS nommé à Berlin en juin 1938, rend, sur ordre, sa première visite à Ernst von Weizsäcker, le secrétaire

d'État aux Affaires étrangères allemand, à qui il tient des propos pour le moins surprenants : « La politique russe n'a jamais dévié de la ligne droite. Les divergences idéologiques n'ont pour ainsi dire exercé aucune influence sur les relations russo-italiennes et elles n'ont pas, pour l'Allemagne non plus, constitué dans le passé une pierre d'achoppement. La Russie des Soviets n'a pas exploité contre l'Allemagne les désaccords qui existent aujourd'hui entre elle et les démocraties occidentales et elle n'en a jamais éprouvé le désir. La Russie ne voit aucune raison de ne pas entretenir avec l'Allemagne des relations normales, relations qui pourraient aller en s'améliorant sans cesse¹⁰ ». Ainsi sont engagées des négociations ultra-secrètes avec l'Allemagne¹¹.

Le 21 avril se tient au Kremlin, en présence de Merekalov et d'Ivan Maïski – l'ambassadeur soviétique à Londres de 1932 à 1943¹² –, une réunion décisive et tendue à l'extrême. Persuadé que les Anglo-Français cherchent à entraîner l'URSS dans une guerre bilatérale avec l'Allemagne, Molotov – le président du Conseil des commissaires du peuple et plus proche collaborateur de Staline – attaque Litvinov et exige une amélioration des relations avec l'Allemagne. Merekalov confirme alors que Hitler n'a aucune intention d'attaquer l'URSS et qu'une « nouvelle phase à la Rapallo » pourrait s'ouvrir pour un temps. Maïski rentre à Londres avec ordre d'obtenir des Britanniques un accord sur le droit pour l'Armée rouge, en cas de guerre, de traverser « un territoire étranger » et sur la délimitation des sphères d'influence sur le littoral de la mer Noire. Staline a mis deux fers au feu, mais les dés sont pipés : alors que les démocraties, qui cherchent à tout prix à préserver la paix, n'ont à lui proposer qu'une alliance militaire, Hitler, lui, peut promettre des territoires polonais dont il a bien l'intention de s'emparer. Staline le sent et va donc privilégier l'option allemande.

10. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941. Documents from the Archives of the German Foreign Office*, présenté par Raymond James Sontag et James Stuart Beddie, Washington, State Department, 1948, (nous utilisons ici la traduction de la version française parue sous le titre *La Vérité sur les rapports germano-soviétiques 1939-1941*, France Empire, 1948, qui est incomplète). Dans ce recueil d'archives issues du ministère des Affaires étrangères du III^e Reich les documents sont présentés dans l'ordre chronologique.

11. Sur l'ensemble du processus de l'alliance germano-soviétique de 1939 à 1941, on lira l'excellente synthèse d'Yves Santamaria, *1939, le pacte germano-soviétique*, Éditions Complexe, 1999 ; et l'ouvrage de Michael Carley, *1939 l'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Presses de l'Université de Montréal, 2001. On complétera avec des études s'appuyant sur les archives soviétiques récemment déclassifiées : Françoise Thom, « Le 22 juin 1941 : le débat historiographique en Russie et les faits », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense*, n° 13, 2000, p. 51-96 ; Olivia Gomolinski, « 1939-1941 : Staline, l'URSS, face à la guerre », in Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947. La guerre monde*, vol. I, chap. VII, Gallimard, coll. « Folio », 2015 ; et Gaël Moullec, « "L'étrange défaite" de juin 1941 », *Communisme*, n° 49-50, 1^{er}-2^e trimestre 1997, p. 65-90.

12. On lira avec un grand intérêt les mémoires passionnants d'Ivan Maïski, *Journal, 1932-1943*, présenté par Gabriel Gorodetsky, Les Belles Lettres, 2017. Il s'agit bien entendu d'un plaidoyer *pro domo* qui doit être lu avec le recul de l'historien et nous ne suivrons pas toujours les commentaires de Gabriel Gorodetsky qui tient trop peu compte de l'idéologie léniniste présidant en dernière instance aux décisions de Staline, et qui, suivant l'historiographie soviétique, fait porter sur les démocraties la responsabilité de l'alliance germano-soviétique.

Le 3 mai 1939, Litvinov est limogé et tout le personnel diplomatique professionnel est remplacé par de fidèles staliniens¹³. L'éviction de Litvinov – de son vrai nom Meir Henoch Wallach-Finkelstein –, symbole de l'adhésion soviétique à la politique de sécurité collective et représentant de l'URSS à la Société des nations depuis 1934, constitue un double message politique et idéologique destiné à Hitler. Il est remplacé par Molotov, signe que la politique étrangère est sous l'œil direct du *vojd*. Dès lors, Molotov ne va cesser de bloquer les négociations avec les démocraties, tandis que le 20 mai il demande à rencontrer Schulenburg qui, charmé de l'accueil, signale dans son rapport « une atmosphère de très grande cordialité » et souligne qu'« un heureux aboutissement des discussions économiques contribuerait également à créer une atmosphère politique favorable¹⁴ ». Il estime que « Molotov désirait que nous lui fassions des propositions politiques de plus grande envergure ».

Preuve que les Allemands commencent à mordre à l'hameçon, le 30 mai le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères Ernst von Weizsäcker reçoit Astakhov, le chargé d'affaires soviétique à Berlin, et lui confirme que les divergences idéologiques ne sont pas un obstacle et que si l'URSS se dissociait des démocraties, l'Allemagne pourrait conclure avec elle d'un arrangement sur « la division des sphères d'influence ». Dès le 8 juin, Staline pose comme condition à la poursuite de négociations avec Hitler un accord préalable prévoyant la livraison d'armements et d'équipements industriels pour une somme de 153,4 millions de marks. Le 22 juillet, à la surprise générale, la presse soviétique annonce la reprise des relations commerciales entre les deux pays.

Le 29 juin, Andreï Jdanov, membre du Politburo, publie dans la *Pravda* un article intitulé « Les gouvernements britanniques et français ne veulent pas d'accord égal avec l'URSS », signe de la nouvelle orientation. Le 26 juillet, au cours d'un dîner intime entre Astakhov et Schnurre – diplomate allemand chargé des relations commerciales –, dans une ambiance qui semble porter à la confiance, ce dernier déclare qu'« en dépit de toutes les divergences de conceptions philosophiques, il existait un lien entre les idéologies allemande, italienne et soviétique : l'opposition aux démocraties capitalistes¹⁵ ». Il lui propose alors un plan en trois étapes susceptible de mener à un rétablissement de bonnes relations entre les deux pays. En réponse, Astakhov demande si l'Allemagne a des visées politiques sur les États baltes et sur la Roumanie – ce que Schnurre dénie –, et affirme que, de toute façon, Dantzig et le corridor reviendront à l'Allemagne.

13. Voir Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Payot, 2001.

14. *Nazi-Soviet Relations*, op. cit.

15. *Ibid.*

Le 2 août, Astakhov reçoit l'ordre de rencontrer Joachim Ribbentrop, ministre allemand des Affaires étrangères, qui confirme sa volonté d'entrer en négociations. Dès le 4 août, Molotov reçoit Schulenburg et lui déclare sans ambages que l'URSS souhaite une normalisation des relations entre les deux pays et sonde les intentions allemandes à l'égard de la Lituanie. Ainsi, le montant du prix à payer par le III^e Reich pour obtenir la neutralité soviétique en cas de guerre contre la Pologne se précise : l'extension de la sphère d'influence soviétique aux trois États baltes. Le terrain diplomatique est désormais dégagé avec l'Allemagne mais cela n'empêche pas les Soviétiques de donner le change en recevant officiellement les délégations militaires envoyées par la France et l'Angleterre à Moscou négocier un accord dont les travaux débutent le 12 août. Cependant, Staline doit encore lever une hypothèque en Extrême-Orient.

VIII. UN FACTEUR OUBLIÉ MAIS DÉCISIF : STALINE VAINQUEUR EN EXTRÊME-ORIENT

Tandis qu'il manœuvre habilement à l'Ouest, Staline est confronté à un sérieux problème depuis que des éléments de l'armée japonaise, qui a occupé la Mandchourie chinoise en 1931, commencent à s'infiltrer en Mongolie. Depuis le traité du 12 mars 1936, ce pays est sous influence soviétique et d'importantes forces de l'Armée rouge y stationnent. Déjà, en juillet 1938, des combats se sont déroulés près du lac Khassan, au sud de Vladivostok, à la frontière soviétique avec la Mandchourie. Le 4 mai 1939, de nouveaux incidents éclatent sur la rivière Khalkin-Gol, à la frontière entre Mongolie et Mandchourie. Or la défaite de l'armée russe en 1905 demeure un souvenir géopolitique cuisant et, depuis son invasion de la Chine en 1936, le Japon fait figure pour Staline de menace majeure. Il décide donc une réaction rapide et puissante. Le 24 mai, Vorochilov, le commissaire du peuple à la Défense, convoque un illustre inconnu, le commandant adjoint du district militaire de Biélorussie dont la promotion éclair est due au massacre de ses supérieurs par Staline et à sa recommandation par le Politburo. Il s'agit d'un certain Gueorgui Joukov qui doit, séance tenante, aller en avion prendre le commandement des troupes en Mongolie avec l'assurance que tous les moyens en homme et en matériel lui seront fournis¹⁶.

Staline a eu la main heureuse. Joukov, le futur maréchal grand vainqueur de la guerre contre l'Allemagne en 1945, est un excellent tacticien, doublé d'un phénoménal baroudeur et d'un militaire prudent face au maître du Kremlin.

16. Sur toute cette affaire, voir la remarquable biographie de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Perrin, 2013, en particulier le chapitre VII.

Il prépare son affaire avec impétuosité mais aussi méticulosité. La bataille s'engage en juin et, le 2 juillet, les Japonais lancent une offensive qui se veut décisive mais aboutit à un échec cuisant. Le 20 août, Joukov déclenche une offensive générale qui, en quelques jours, détruit entièrement la 6^e armée japonaise. Staline remporte ainsi sa première victoire face à une armée de premier ordre, ce qui lui garantit la tranquillité à l'Est et lui donne un sentiment de puissance et d'euphorie.

IX. LE PACTE DU 23 AOÛT 1939, DIT PAR ANTIPHRASE « DE NON-AGRESSION »

Peu attentif aux événements de Mongolie, Hitler est concentré sur son attaque de la Pologne et a un besoin urgent de lever l'hypothèque d'une entrée en guerre de l'URSS. Le 8 août, il passe avec Staline un accord laissant aux soviétiques les mains libres dans un vaste espace, de la Baltique à la mer Noire. Le 15 août, à 4 h 40 du matin, Schulenburg reçoit de Ribbentrop l'ordre de se rendre dans l'instant chez Molotov pour lui lire une communication d'une étonnante tonalité :

« Les développements intervenus au cours de la période récente semblent montrer que des divergences de conceptions idéologiques n'excluent pas l'existence de relations raisonnables entre les deux États, ni le rétablissement d'une coopération amicale d'un genre nouveau. [...]

L'espace vital de l'Allemagne et celui de la Russie sont contigus, mais leurs besoins naturels ne s'opposent pas. [...]

Le gouvernement du Reich estime qu'il n'existe entre la Baltique et la mer Noire aucune question qui ne puisse être réglée à la complète satisfaction des deux pays. Au nombre de ces questions il y a notamment : la mer Baltique, la zone de la Baltique, la Pologne, les questions du Sud-Est, etc. [...]

Il ne fait pas de doute que la politique germano-soviétique est parvenue aujourd'hui à un tournant historique. Les décisions relatives à la politique qui sera suivie, dans l'avenir immédiat, à Berlin et à Moscou, marqueront d'une façon décisive, pour des générations, le caractère des relations entre le peuple allemand et les peuples de l'URSS. [...]

Le gouvernement du Reich et le gouvernement soviétique doivent, tirant la leçon de toute l'expérience du passé, tenir pour certain que les démocraties capitalistes de l'Occident sont les ennemies implacables à la fois de l'Allemagne nationale-socialiste et de l'URSS. [...]

Ces questions [entre la Pologne et l'Allemagne] pourraient [...] prendre une tournure qui enlèverait aux deux gouvernements [allemand et soviétique] la possibilité de rétablir l'amitié germano-soviétique et, peut-être, de résoudre d'un commun accord les questions territoriales qui se posent en Europe orientale. En conséquence, les dirigeants des deux pays ne devraient pas laisser les choses aller à la dérive, mais devraient agir au moment opportun¹⁷. »

En conclusion, Ribbentrop demande à se rendre à Moscou pour conférer avec Staline. Face à des propositions aussi alléchantes, Molotov offre d'emblée de signer un pacte de non-agression. Le 17 août, à 1 heure du matin, Ribbentrop confirme l'accord de Berlin et ajoute que le Führer est très pressé, eu égard au fait que « des incidents sérieux peuvent se produire d'un jour à l'autre » avec la Pologne. Molotov se déclare prêt à recevoir Ribbentrop, nanti des pleins pouvoirs, à condition que soit prévue, en même temps que le pacte, « la conclusion simultanée d'un protocole particulier qui déterminerait les intérêts des parties signataires dans telle ou telle question de politique étrangère, et qui serait partie intégrante du pacte¹⁸ ». Parallèlement, il désamorce la question des oppositions idéologiques en expliquant que « le principe de la coexistence pacifique de différents régimes politiques est un principe, depuis longtemps établi, de la politique étrangère de l'URSS¹⁹ ».

Pourtant, depuis le 12 août, les négociations ont commencé à Moscou entre Vorochilov – qui n'a pas oublié la déroute de 1920 – et les délégations militaires française et britannique. Le 15 août, il leur propose une intervention massive de 120 divisions et 9 500 chars, à condition que les troupes soviétiques puissent traverser la Pologne. En réalité, Staline a pris sa décision, il opte pour la carte nazie et, dès le 19 en fin d'après-midi, le texte d'un accord est élaboré entre Schulenburg et Molotov qui accepte la visite de Ribbentrop à Moscou le 26 ou le 27 août²⁰. De plus en plus impatient, le 21 août, à 0 h 45, Hitler adresse un message personnel qui annonce à « Monsieur Staline » que l'Allemagne va déclarer la guerre à la Pologne, que le protocole demandé par les Soviétiques sera accordé, mais qu'il faut que Ribbentrop soit reçu le 22 ou le 23 août au plus tard. Deux heures plus tard, Staline donne son accord.

Le 23 août, Ribbentrop atterrit à Moscou où les conversations s'engagent sans délai. Staline mène le jeu et commence par un tour d'horizon général – les relations de l'Allemagne avec le Japon, la Turquie, l'Italie, l'Angleterre et la France –, avant d'aborder le fond du problème : le partage de l'Europe centrale et orientale. *In fine*, Ribbentrop confirme que l'attaque contre la Pologne est

17. *Nazi-Soviet Relations*, op. cit.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. Pour le détail des intenses relations diplomatiques tous azimuts de juillet-août 1939, voir Michael Carley, op. cit., chap. VI.

imminente. Avant de se séparer et selon la tradition soviétique, on porte des toasts. Celui de Staline est éloquent : « Je sais combien la nation allemande aime son Führer ; en conséquence, je voudrais boire à sa santé. » Le pacte de non-agression est signé, accompagné d'un protocole secret qui le transforme *de facto* en pacte d'agression.

Le premier point de l'accord concerne la Baltique : « Dans l'éventualité d'un réaménagement territorial et politique dans les territoires appartenant aux États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie et Lituanie), la frontière nord de la Lituanie constituera la limite des sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS²¹. » Autant dire que les trois autres États tombent sous la coupe de Staline. Le second point touche à la Pologne : « Dans l'éventualité d'un réaménagement territorial et politique des territoires appartenant à l'État polonais, les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS seront délimitées approximativement par la ligne des rivières Narev, Vistule et San. La question de savoir si les intérêts des deux parties impliquent le maintien d'un État polonais indépendant et comment un tel État serait délimité ne peut être définitivement déterminée qu'au cours des prochains développements politiques. Dans tous les cas, les deux gouvernements résoudre cette question à la suite d'un accord amical²². » Ainsi est scellé en quelques lignes le quatrième partage de la Pologne. Le dernier point souligne l'intérêt de l'URSS pour la province roumaine de Bessarabie et le désintérêt politique de l'Allemagne pour l'Europe du Sud-Est.

Dès l'annonce de ce pacte, dit par antiphrase « de non-agression », les chancelleries européennes et les opinions publiques demeurent stupéfaites face à un tel retournement de situation. L'ambassadeur Maïski, qui n'est pas le moins surpris, ne sait que répondre aux journalistes britanniques qui l'interrogent. Quant aux dirigeants communistes français qui étaient en vacances, ils tombent des nues. Le 1^{er} septembre, l'Allemagne attaque la Pologne et, par le jeu des alliances, déclenche automatiquement la Seconde Guerre mondiale. Était-ce vraiment le souhait de Staline quand il ordonna la signature du pacte Ribbentrop-Molotov ?

21. *Nazi-Soviet Relations, op. cit.*

22. *Ibid.*

X. LA VÉRITABLE INTENTION DE STALINE : FAVORISER UNE NOUVELLE « GUERRE IMPÉRIALISTE »

Le 7 septembre, Dimitrov est convoqué au Kremlin. Son journal, miraculeusement conservé dans les archives bulgares, permet de comprendre la véritable stratégie poursuivie par l'URSS. Staline commence par un rappel de la position léniniste sur « l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes » :

« Une guerre a lieu entre deux groupes de pays capitalistes – (pauvres et riches au niveau des colonies, des matières premières, etc.)

Pour le partage du monde, pour régner sur le monde !

Nous n'avons rien contre le fait qu'ils se combattent un bon coup et qu'ils s'affaiblissent l'un l'autre.

Cela ne serait pas mal si, grâce à l'Allemagne, la situation des pays capitalistes les plus riches était ébranlée (en particulier l'Angleterre).

Hitler, sans le comprendre, ni le vouloir lui-même, ébranle, sape le système capitaliste. [...]

Nous pouvons manœuvrer, pousser un côté contre l'autre, pour qu'ils se déchirent encore mieux.

Dans une certaine mesure, le pacte de non-agression aide l'Allemagne.

La prochaine fois, il faudra donner un coup de pouce de l'autre côté²³. »

Puis il enchaîne sur le changement complet de ligne du Komintern et des partis communistes, qui correspond à la position défaitiste adoptée par Lénine en 1914 :

« Les communistes des pays capitalistes doivent, de façon définitive, prendre position contre leur gouvernement, contre la guerre.

Avant la guerre, il était totalement juste de contrer le fascisme avec les régimes démocratiques.

Au cours d'une guerre entre puissances impérialistes, cela ne l'est plus.

La séparation entre États capitalistes fascistes et démocratiques a perdu le sens qu'elle avait.

La guerre entraîne un changement radical.

Le Front populaire uni d'hier avait pour but de soulager la situation des esclaves du régime capitaliste.

23. Georgi Dimitrov, *Journal 1933-1949*, Belin, 2005, p. 339-341. Ce document fondamental permet de suivre au plus près et au jour le jour l'évolution de la pensée de Staline.

Mais dans les conditions d'une guerre impérialiste, c'est de l'anéantissement de l'esclavage dont il est question.

Être aujourd'hui sur les positions d'hier (Front populaire uni, unité de la nation), cela signifie aller sur les positions de la bourgeoisie.

Un tel mot d'ordre n'est plus valable²⁴. »

Ainsi Staline supprime-t-il la distinction entre démocratie et fascisme, et met-il à l'ordre du jour la révolution socialiste immédiate – « anéantissement de l'esclavage ». Le sens qu'il donne à cette expression devient explicite dans le développement suivant :

Auparavant (dans l'histoire), l'État polonais était un État national. Voilà pourquoi les révolutionnaires le défendaient contre les découpages et la mise en esclavage.

Aujourd'hui, c'est un État fasciste dont le joug pèse sur les Ukrainiens, les Biélorusses, etc.

Dans les conditions actuelles, la destruction de cet État signifierait qu'il y a un État bourgeois fasciste de moins !

Qu'y aurait-il de mal si l'anéantissement de la Pologne avait pour résultat la propagation du système socialiste à de nouveaux territoires et à de nouveaux peuples ?²⁵ »

Puis Staline tente de justifier son rejet de la négociation avec la France et la Grande-Bretagne : « Nous étions plus favorables à un accord avec les pays soi-disant démocratiques et c'est pourquoi nous avons négocié. Mais les Anglais et les Français voulaient faire de nous des travailleurs journaliers et en plus sans rien payer ! Bien évidemment, ils ne nous auraient pas eus comme journaliers, et encore moins gratuitement²⁶. » Bel aveu qui confirme que, depuis le 15 mars 1939, sa politique consistait à faire monter les enchères de son alliance au plus offrant. Hitler n'avait évidemment aucun scrupule à promettre ce qui ne lui appartenait pas – les trois États baltes, la Bessarabie et la Bucovine du Nord.

Pour finir, Staline donne la ligne à suivre par le Komintern et les partis communistes :

« Voilà ce qu'il faut dire à la classe ouvrière :

C'est une guerre pour la maîtrise du monde.

[...] Cette guerre ne donnera rien aux ouvriers, aux travailleurs, sauf douleur et privations.

Intervenir de façon décidée contre la guerre et ceux qui en sont coupables.

24. *Ibid.*, p. 339-341.

25. *Ibid.*, p. 339-341.

26. *Ibid.*, p. 339-341.

Démasquez la neutralité, la neutralité des pays bourgeois qui, prônant chez eux la neutralité, soutiennent la guerre dans les autres pays dans un seul but de profit²⁷. »

En l'occurrence, la dialectique de Staline relève du cynisme le plus absolu : accuser les autres d'être « coupables » de la guerre alors que c'est lui qui, avec le pacte qualifié par antiphrase de « non-agression », a libéré Hitler de toute crainte d'un second front à l'est et l'a décidé à attaquer la Pologne. Cependant, l'évolution très rapide de la situation va l'amener à prendre des positions beaucoup plus nettes.

XI. DE LA PSEUDO-NEUTRALITÉ À L'ALLIANCE OFFICIELLE : DU PACTE DE NON-AGRESSION AU TRAITÉ SOVIÉTO-NAZI « DE DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES ET D'AMITIÉ »

L'attaque de l'Allemagne contre la Pologne est d'une violence extrême. Profitant de ses années d'entraînement en URSS, la Wehrmacht inaugure le *Blitzkrieg*, la guerre éclair, qui repose sur des attaques conjointes d'unités blindées et d'aviation, tout en bombardant les villes et les populations civiles. L'avance est si rapide que Hitler fait pression sur les Soviétiques pour qu'ils entrent à leur tour en Pologne et viennent occuper les territoires prévus dans le protocole secret.

Pris au dépourvu, Staline doit improviser. Le 15 septembre, le Japon, déstabilisé par l'accord germano-soviétique qui annule le pacte anti-Komintern, demande un armistice après sa défaite écrasante en Mongolie. Rassuré en Extrême-Orient, le 17 septembre, à 2 heures du matin, Staline reçoit Schulenburg pour lui annoncer que, rompant le traité de non-agression soviéto-polonais de juillet 1932, l'Armée rouge va envahir immédiatement la Pologne orientale. Dans la soirée, les Allemands proposent un communiqué commun, récusé par Staline qui considère que « les faits y sont exposés avec beaucoup trop de franchise²⁸ ». Il rédige lui-même le communiqué final.

Lors de cette invasion, l'Armée rouge ne rencontre qu'une faible résistance, puisque le gros des forces polonaises était massé à l'ouest. Dès le 21 septembre, les armées des deux envahisseurs entrent en contact dans un stupéfiant climat de fraternité d'armes dont témoignent photos et films de propagande. Les troupes allemandes, trop avancées, se retirent sur la ligne de démarcation établie dans le second point du protocole secret et des commissions militaires mixtes règlent les différends. Un défilé commun des troupes victorieuses est même organisé à Brest-Litovsk.

27. *Ibid.*, p. 339-341.

28. *Nazi-Soviet Relations*, op. cit.

Face à un triomphe aussi rapide, Staline bat le fer tant qu'il est chaud. Alors que Hitler envisageait de laisser autour de Varsovie un État croupion, Staline déclare à Schulenburg le 25 septembre que « ce serait une erreur le fait de laisser subsister un État tronçonné polonais indépendant²⁹ ». Il propose d'échanger la province de Lublin, comprise par le protocole secret dans la zone d'occupation soviétique, contre la Lituanie et suggère que Ribbentrop revienne à Moscou discuter de l'affaire.

Le 27 septembre, à 18 heures, Ribbentrop atterrit à l'aéroport de Moscou, pavoisé de drapeaux à croix gammée, où l'attendent une bonne part de la direction soviétique et une spectaculaire garde d'honneur. Les négociations s'engagent au Kremlin à 22 heures, pour aboutir le 28 septembre à un traité « de délimitation des frontières et d'amitié » qui entérine la suppression de l'État polonais. Il s'accompagne de trois protocoles secrets : le premier garantit le transfert de populations allemandes de la zone d'occupation soviétique vers le Reich et réciproquement ; le deuxième confirme que la Lituanie passe dans la sphère d'influence soviétique, tandis que la province de Lublin revient au Reich ; le troisième précise que « les deux parties ne toléreront dans leurs territoires [occupés] aucune agitation polonaise qui affecterait les territoires de l'autre partie. Ils supprimeront dans leurs territoires tout commencement d'une telle agitation et s'informeront mutuellement à propos des mesures appropriées à cet objectif³⁰ ». Très vite, la Gestapo et le NKVD vont prendre langue pour mener une action conjointe contre la résistance polonaise.

La négociation aboutit à l'établissement de la nouvelle frontière entre l'URSS et l'Allemagne, tracée sur une carte signée de Ribbentrop et de Staline dont l'ampleur du paraphe indique assez l'euphorie du maître du Kremlin. Le même jour, les deux gouvernements publient une déclaration commune où ils annoncent qu'à la suite de « l'effondrement de l'État polonais » ils ont par leur traité « jeté les fondements d'une paix durable en Europe orientale » et expriment leur conviction que « ce serait servir les véritables intérêts de tous les peuples que de mettre fin à l'état de guerre existant actuellement entre l'Allemagne, d'une part, et l'Angleterre et la France, d'autre part ». Ils ajoutent que « si néanmoins les efforts des deux gouvernements devaient rester stériles, la preuve serait établie que l'Angleterre et la France portent la responsabilité de la continuation de la guerre³¹ ». Difficile de ne pas reconnaître là l'extrême cynisme de deux puissances totalitaires qui ne respectent aucune règle internationale.

Désormais, Staline va chercher à intéresser le plus possible l'Allemagne à l'alliance soviétique, voire à la rendre dépendante. Dans tous les domaines, il s'efforce de se rendre utile à Hitler, de montrer sa bonne volonté et la solidité de son engagement à ses côtés. Le 11 février 1940, un très important accord

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

commercial est signé. L'Allemagne doit livrer à l'URSS de grandes quantités de matériel industriel et militaire, y compris un croiseur de bataille. En échange, l'URSS fournira 1 600 000 tonnes de céréales, 910 000 tonnes de pétrole, 190 000 de manganèse, 500 000 de phosphates, 100 000 de coton³². Le 10 janvier 1941, l'Allemagne abandonne ses prétentions sur certains territoires lituaniens en échange de 7,5 millions de dollars. L'URSS devient un réservoir de matières premières pour une Allemagne désormais soumise au blocus occidental. La base de Mourmansk est mise à sa disposition, les Soviétiques se chargeant même de fournir des vêtements chauds aux marins allemands. Et quand, le 1^{er} juillet 1940, Staline rencontre l'ambassadeur britannique Cripps, il prend soin de transmettre à Berlin un compte rendu de l'entretien. La lune de miel continue entre les deux puissances totalitaires.

XII. LA POLITIQUE DU KOMINTERN ET LE CAS DU PCF

Le virage politique de Staline, passant de l'antinazisme le plus virulent à une alliance masquée puis ouverte avec Hitler, désarçonne totalement les partis communistes. Le 15 septembre 1939, le Komintern interdit aux communistes tchèques de s'enrôler dans les légions nationales combattant dans la coalition anglo-française. Le 29, il diffuse une directive ordonnant de lutter « contre l'impérialisme franco-anglais » : « Ce n'est pas l'Allemagne fasciste qui est l'appui du capitalisme, mais l'Angleterre réactionnaire antisoviétique [...]. Aujourd'hui, ce n'est pas la lutte contre le fascisme qui est à l'ordre du jour, mais la lutte contre le capitalisme³³. » En février 1940, il réitère son refus d'encourager la formation d'une armée étrangère tchèque, soulignant que le slogan de « rétablissement de la Tchécoslovaquie » est antisoviétique.

En France, le PCF a beau proclamer son attachement au patriotisme, il est la cible de toutes les critiques et, dès le 26 août 1939, le gouvernement Daladier fait saisir *L'Humanité* et *Ce soir*. Le 2 septembre, les députés communistes votent les crédits de guerre et Maurice Thorez rejoint son régiment en Champagne. Mais l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge provoque une levée de boucliers contre les communistes. Le 26 septembre, par décret, le gouvernement dissout le PCF et toutes les organisations affiliées au Komintern. Frappé de plein fouet par l'abandon de la politique antifasciste et par l'interdiction, le PCF s'effondre : de 250 000 adhérents à l'été 1939, il est bientôt réduit à son « appareil » dans la clandestinité – les quelques milliers de « permanents » fanatiquement attachés à Staline³⁴.

32. Edward E. Ericson, *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Greenwood Publishing House, 1999.

33. Cité in Françoise Thom, art. cit., p. 58.

34. Voir Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du PCF*, chap. IV, PUF, 2^e éd. augmentée, 2000.



Le rapprochement entre Hitler et Staline a suscité des réactions de l'autre côté de l'Atlantique, comme en témoigne cette caricature publiée à l'époque par un dessinateur américain, Clifford K. Berryman. « On se demande combien de temps la lune de miel va durer [trad.] », The Washington Star, 9 octobre 1939.

Afin de réagir, Jacques Duclos, chargé de la direction, colle au plus près de la politique de Moscou. Après le traité soviéto-nazi du 28 septembre, il adresse une lettre ouverte au président de la Chambre des députés et réclame l'ouverture immédiate de pourparlers de paix avec Hitler, passant par pertes et profits la destruction de la Pologne, désormais « libérée du fascisme » par l'Armée rouge. Face à cette initiative défaitiste – susceptible, de surcroît, de trouver un large écho pacifiste de l'extrême gauche à l'extrême droite –, le gouvernement réagit avec vigueur : il fait arrêter, inculper et incarcérer trente-quatre députés communistes, tandis que vingt-cinq autres renient le parti. Le 2 octobre, Duclos s'enfuit dans la clandestinité en Belgique, où il est rejoint le 4 octobre par Maurice Thorez qu'un commando, sur ordre du Komintern, a enlevé à son régiment en pleine nuit et qui, en novembre, passera en URSS sous passeport soviétique.

C'est dès lors un PCF très affaibli – illégal, privé de ses députés et avec une direction éclatée entre Paris, Bruxelles et Moscou – qui va suivre au plus près la nouvelle ligne du Komintern. En effet, le 25 octobre, Staline donne à Dimitrov ses instructions. Il recommande la prudence : « Il faut, peu à peu, conduire les masses vers les mots d'ordre révolutionnaires ! », mais ne pas « poser, maintenant, la question de la paix sur la base d'une destruction du capital », ce qui risquerait de voir les communistes « s'isoler des masses » en raison du sentiment patriotique de celles-ci. On n'est plus dans la situation de 1914 : « Maintenant il y a l'Union soviétique ! [...] Ce qui permet de mettre de nombreux pays dans l'orbite d'influence de l'Union soviétique. Mais pour cela, nous devons nous tenir – respecter strictement leur régime intérieur et leur indépendance. Nous n'allons pas exiger leur soviétisation. Viendra le moment où ils le feront eux-mêmes³⁵. » Pour Staline la révolution communiste relève moins d'une révolte sociale et politique endogène à chaque pays que d'un effet de la puissance géopolitique et militaire de l'URSS. Il le confirmera à Dimitrov le 21 janvier 1940 : « La révolution mondiale en un seul acte – stupidité. Elle se produit à des moments différents et dans des pays différents. Les actions de l'Armée rouge – cela concerne aussi la révolution mondiale³⁶. » Le 31 octobre 1939, Staline donne son *imprimatur* à un article de Dimitrov intitulé « La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes » et qui sera pour plus d'un an la feuille de route des communistes du monde entier. Les termes « nazi » et « hitlérien » disparaissent du vocabulaire communiste, tandis que « fasciste » est désormais réservé au gouvernement français. Le PCF clandestin développe « un discours pacifiste à tonalité épisodiquement défaitiste³⁷ ». Mais quand l'URSS semblera menacée lors de la guerre de Finlande, le PCF n'hésitera pas à appeler au sabotage dans les usines d'armement pour freiner l'aide de la France à la Finlande³⁸.

35. Georgi Dimitrov, *op. cit.*, p.339-341.

36. *Ibid.*, p.339-341.

37. Voir Philippe Buton, « Le parti, la guerre et la révolution, 1939-1940 », *Communisme*, n° 32-34, 1^{er}-2^e trimestre 1993, p. 41-66.

38. Voir Yves Santamaría, « Le parti, la France et la guerre. De la paix de Moscou à l'armistice de Rethondes, mars-juin 1940 », *ibid.*, p. 67-86.

XIII. L'ATTAQUE SOVIÉTIQUE CONTRE LA FINLANDE

Fort de ses succès en Pologne et de l'installation de bases militaires soviétiques dans les États baltes, Staline veut pousser son avantage. Début novembre 1939, il exige que la Finlande cède à l'URSS une partie de sa province de Carélie, limitrophe de Leningrad. Face au refus finlandais et sans même une déclaration de guerre, le 30 novembre l'aviation soviétique bombarde les villes d'Helsinki et de Vyborg, reprenant la méthode utilisée par Hitler contre la Pologne³⁹. Le 1^{er} décembre est créé à Moscou un gouvernement fantoche prosoviétique dirigé par l'un des secrétaires du Komintern, Otto Kuusinen, un Finlandais « soviétisé » de longue date. Cependant, l'offensive piétine : soutenue par la France et l'Angleterre, l'armée finlandaise résiste et son aviation va jusqu'à larguer des millions de tracts sur Leningrad. En février 1940, l'Armée rouge reprend l'offensive et, le 12 mars, la Finlande est contrainte de signer la paix. Elle perd sa province de Carélie (40 000 kilomètres carrés), dont la population se réfugie dans la mère patrie. Néanmoins, le résultat pour Staline est mitigé : ce qui devait être une rapide et éclatante démonstration de force militaire s'est transformé en un conflit de grande ampleur où l'URSS a engagé 1 200 000 hommes, 1 500 chars, 3 000 avions, et qui risquait d'aboutir à une guerre avec les démocraties. En outre, l'Armée rouge a subi de lourdes pertes matérielles et humaines – environ 100 000 morts et 150 000 blessés, contre respectivement 24 000 et 43 000 du côté finlandais –, et a montré toutes ses limites, surtout au niveau du commandement. Ce qui n'est guère surprenant après la purge de 1937-1938 et l'intégration dans l'Armée rouge en 1939 de 100 000 nouveaux officiers dont seuls 7 % ont reçu une formation militaire supérieure. Ce constat pèsera lourd par la suite dans la décision de Hitler d'attaquer l'URSS.

XIV. SOVIÉTISATION DE LA POLOGNE ORIENTALE

En Pologne, en quelques jours, les Soviétiques ont fait environ 230 000 prisonniers de guerre, dont la moitié, considérés comme biélorusses et ukrainiens, sont rapidement libérés. Trente mille autres sont envoyés au Goulag et beaucoup d'autres incorporés de force dans l'Armée rouge comme nouveaux « citoyens soviétiques ». La Pologne annexée est rattachée aux républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie, et immédiatement « soviétisée » : confiscation de la propriété foncière et de l'industrie, étatisation des circuits

39. Voir Louis Clerc, *La Guerre finno-soviétique (novembre 1939-mars 1940)*, Economica, 2015.

de distribution des biens de première nécessité et imposition du pouvoir du parti communiste⁴⁰. La mise en place de la terreur est rapide et le NKVD lance quatre grandes opérations de déportation visant en priorité les élites polonaises, tant urbaines que rurales : le 10 février 1940 (140 000 personnes), le 13 avril (61 000), le 29 juillet (75 000) et en juin 1941 ; l'ensemble touchera 330 000 personnes, dont un tiers d'enfants de moins de 14 ans selon les chiffres actuellement disponibles du NKVD – et 800 000 selon les chiffres du gouvernement polonais en exil. En outre, après le 22 juin 1941, le NKVD massacrera sur place ou lors de transferts plusieurs dizaines de milliers de prisonniers. Au total, du 17 septembre 1939 au 22 juin 1941, l'URSS fit plus de 440 000 victimes sur une population de 12 millions d'habitants. Massacres et déportations reprirent en 1944-1945 lors du retour de l'Armée rouge dans ces territoires occupés en 1939.

Le 2 mars 1940, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du PC d'Ukraine, prévoit de déporter 22 000 à 25 000 familles, soit plus de 60 000 femmes, enfants et vieillards. Ce sont les familles des hommes que Staline et le Politburo ordonnent d'assassiner le 5 mars 1940 sur rapport de Beria, chef du NKVD : 25 700 Polonais, dont 14 587 officiers prisonniers de guerre. Du 3 avril au 16 mai 1940, 4 404 d'entre eux sont tués d'une balle dans la tête à Katyn⁴¹, 3 896 à Kharkov et 6 287 à Tver. La plupart étaient des réservistes, professeurs, médecins, architectes, ingénieurs, bref l'élite de la nation.

Nous sommes confrontés là à un nouvel exemple de ce que le grand juriste polonais Rafaël Lemkin a défini, dès 1944, sous le terme de génocide. L'appliquant, dans un texte des années 1950, à la politique engagée par le pouvoir bolchevique contre les Ukrainiens, il l'analysait comme « la politique à long terme de liquidation des peuples non russes par la déportation de fractions sélectionnées » de la population et présentait la destruction de la nation ukrainienne comme « l'exemple classique de génocide soviétique⁴² ». Si son analyse renvoie à l'un des éléments centraux de sa définition du génocide – la destruction en totalité ou en partie d'une nation –, Lemkin souligne que ce génocide reposait sur la destruction de catégories sociales spécifiques et surtout il en pointe le motif – la volonté soviétique de « produire l'« homme soviétique », la « Nation soviétique » » – et le prétexte officiel – la liquidation d'« ennemis du peuple potentiels⁴³ » – en soulignant qu'il était commandé par une idéologie « de classe ».

40. Voir Andrzej Paczkowski, « La Pologne victime de deux totalitarismes », in Stéphane Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe, 1935-1953*, Éditions du Rocher, 2003, p. 238-270.

41. Voir Victor Zaslavsky, *Le Massacre de Katyn*, Éditions du Rocher, 2003.

42. Rafaël Lemkin, *Qu'est-ce qu'un génocide?*, Éditions du Rocher, 2008, 320 pages.

43. Stéphane Courtois, *Communisme et totalitarisme*, Perrin, 2009, p. 364.

XV. STALINE SAISIT LES GAGES

Le 10 mai 1940, Hitler attaque la France. Or, au lieu de s'enliser dans une interminable guerre de tranchées comme en 1914-1918, la bataille tourne à l'avantage du *Blitzkrieg*. En quatre semaines, l'armée française, censée être la meilleure du monde, est mise en déroute et, le 22 juin, l'armistice est signé. Molotov ne manque pas d'envoyer ses félicitations au Führer pour cette brillante victoire et l'agence de presse russe Tass déclare le 23 juin : « Les relations de bon voisinage qui se sont établies entre l'URSS et l'Allemagne, après la signature du pacte de non-agression, ne sont pas basées sur des considérations conjoncturelles éphémères, mais sur les intérêts d'État fondamentaux de l'URSS et de l'Allemagne⁴⁴. »

Staline n'est pas en reste. Pendant que son compère est occupé à l'Ouest, il s'empare des gages promis par le protocole secret. L'Armée rouge envahit l'Estonie le 12 juin, la Lituanie le 17 juin, puis la Lettonie le 18 juin. Le 26 juin, Molotov adresse un ultimatum à la Roumanie qui, pour éviter la guerre, doit céder à l'URSS sa province orientale de Bessarabie, bientôt rebaptisée Moldavie, et la Bucovine du Nord, deux régions qui n'étaient pourtant pas inscrites dans le protocole secret. Le 6 août, les trois États baltes accèdent au rang peu enviable de « république soviétique » et, deux jours plus tard, la *Pravda* titre triomphalement : « Le soleil de la Constitution stalinienne répand maintenant ses rayons bienfaisants sur de nouveaux territoires et de nouveaux peuples », soit 12 millions de Polonais et 10 millions de Baltes et de Roumains qui, en fait de Constitution, vont être livrés à la terreur « de classe » du NKVD. Nous ne retiendrons que l'exemple de l'Estonie, le mieux documenté.

L'invasion de l'Estonie entraîne une vague de terreur dans le pays : de juin 1940 à juin 1941, plus de 2 200 personnes sont assassinées, dont 800 officiers, soit la moitié d'entre eux ; 12 500 soldats et plus de 10 000 civils sont déportés au Goulag⁴⁵. Le phénomène se reproduira lors du retour de l'Armée rouge à l'hiver 1944-1945 : 75 000 personnes arrêtées, dont au moins 25 000 fusillées ou mortes dans les camps, et 75 000 exilées, dont environ 6 000 tuées en chemin. En mars 1949, une nouvelle vague de déportation enverra plus de 22 000 personnes au Goulag. En outre, de 1944 à 1953, plus de 2 000 résistants maquisards seront tués au combat, 1 500 assassinés et 10 000 arrêtés. Au total, ce sont environ 175 000 Estoniens qui ont été victimes de la terreur soviétique, soit 17,5 % de la population – ce qui rapporté à la population française correspondrait à 10,5 millions de personnes. Les mêmes méthodes seront appliquées en Lituanie et en Lettonie, ainsi qu'en Bessarabie et en Bucovine du Nord.

44. Cité in Françoise Thom, art. cit., p. 59.

45. Voir Mart Laar, « L'Estonie et le communisme », in Stéphane Courtois [dir.], *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*, Robert Laffont, 2002, p. 229-312.

Après ce nouveau triomphe, Staline décide de faire un geste à l'attention de son complice. En effet, pressentant la défaite de la France, Churchill, devenu Premier ministre, a ordonné dès le 12 juin à son nouvel ambassadeur à Moscou, Stafford Cripps, de transmettre à Staline un message de mise en garde contre les ambitions expansionnistes de Hitler sur toute l'Europe et il se déclare prêt à en discuter. Staline rejette cette ouverture et, le 13 juillet, Molotov transmet à Schulenburg un compte rendu détaillé de la conversation au cours de laquelle Staline a déclaré à Cripps que les relations entre l'URSS et l'Allemagne « ne sont pas basées sur des circonstances passagères, mais sur les intérêts nationaux fondamentaux des deux pays⁴⁶».

XVI. LE PCF DANS L'ALLIANCE TOTALITAIRE

La défaite de la France, l'occupation d'une grande part de l'Europe occidentale et la mise de l'Europe centrale sous tutelle par le III^e Reich couplée à l'annexion par l'URSS d'une partie de l'Europe orientale signifient que les pouvoirs totalitaires triomphent sur un gigantesque espace qui va de l'Atlantique au Pacifique et de la mer Blanche à la Méditerranée. La démocratie semble définitivement chassée de l'Europe et la lune de miel entre nazis et communistes est au zénith.

L'une de ses manifestations les plus étonnantes a eu lieu en France. Jacques Duclos, politicien communiste revenu de Belgique dès le 15 juin dans une voiture diplomatique, engage de grandes manœuvres politiques avec les Allemands entrés la veille dans Paris. Par le biais d'un avocat de l'ambassade soviétique dans la capitale, il prend langue avec la Propagandastaffel, le service de censure de l'occupant. Le 18 juin, alors que le général de Gaulle lance son premier appel à la résistance, Duclos tente d'obtenir la légalisation de *L'Humanité*, interdite par le gouvernement Daladier. Il est persuadé que la « bourgeoisie » est à terre, que la révolution communiste est proche et que l'heure du parti communiste, favorisée par l'occupant, est arrivée⁴⁷. Le 19 juin, *L'Humanité* clandestine publie même le communiqué officiel allemand et appelle à la fraternisation entre ouvriers français et soldats allemands. Le 26, des responsables communistes sont reçus à l'ambassade d'Allemagne par Otto Abetz, le représentant personnel du Führer à Paris. Un accord politique se profile, dont Duclos rend compte dans un rapport à Moscou daté du 30 juin,

46. *Nazi-Soviet Relations*, op. cit.

47. Voir Stéphane Courtois, « Un été 1940. Les négociations entre le PCF et l'occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste », *Communisme*, n° 32-34, 1^{er}-2^e trimestre 1993, p. 85-128. Voir aussi Sylvain Boulouque, *L'Affaire de L'Humanité. Comment le célèbre quotidien tenta de réparaître en pleine occupation nazie*, Larousse, 2010.

où il évoque « la conclusion d'un pacte d'amitié [de la France] avec l'URSS qui compléterait le pacte germano-soviétique et constituerait un important facteur de pacification européenne ». Alors que l'occupant libère nombre de communistes emprisonnés par le gouvernement Daladier, la direction communiste donne ordre à ses militants de sortir de la clandestinité et de reprendre leur place dans les mairies et les syndicats d'où ils ont été chassés à l'automne 1939.

Cependant, à Moscou, Maurice Thorez commence à s'inquiéter et il a raison. En réalité, si Abetz fait les yeux doux aux communistes, c'est pour mieux diviser les Français et affaiblir toute résistance naissante, tout en veillant à ce que « des coups décisifs puissent à tout moment mettre [les communistes] hors d'état de nuire ». Sur ordre du Komintern, les négociations cessent en août, mais le mal est fait : croyant pouvoir compter sur la bienveillance nazie, Duclos a mis à découvert l'appareil du parti et, à partir de la mi-octobre, l'occupant ordonne une répression de masse. Des centaines de militants sont arrêtés, dont 300 en région parisienne, parmi lesquels beaucoup seront fusillés comme otages par les nazis à partir de l'automne 1941 – le malheureux Guy Môquet sera de leur nombre, arrêté alors qu'il diffusait une propagande appelant plus à la révolution contre le capitalisme qu'à la lutte contre l'occupant. Le PCF qui, en 1945, revendiquera avoir été le premier à entrer en résistance, occultera cet épisode jusqu'à ce que l'ouverture des archives de l'Internationale communiste en 1992 en révèle la teneur exacte.

XVII. STALINE CONTINUE DE FAIRE MONTER LES ENCHÈRES

Il n'en demeure pas moins que le rapide effondrement français est un rude coup pour les dirigeants soviétiques. Ils avaient misé sur une guerre longue et épuisante à l'Ouest qui leur aurait permis d'intervenir dans le conflit au moment opportun. Selon le témoignage de Khrouchtchev, « Staline était très énervé. Je l'avais rarement vu dans un tel état... Il courait à travers la pièce en jurant comme un charretier. Il injurait les Français. Il injurait les Anglais. Comment avaient-ils pu laisser Hitler les battre comme il l'avait fait ?⁴⁸ ». Alors qu'il espérait continuer à faire monter les enchères entre les belligérants, le chef du Kremlin se retrouve soudain face à un partenaire qui n'a plus besoin de son alliance, ni même de sa neutralité. Dans sa paranoïa anti-impérialiste, il en vient même à craindre un renversement des alliances où le Reich et l'Angleterre « capitaliste » se retourneraient contre l'URSS.

48. Cité in Françoise Thom, art. cit., p. 67.

Il va donc tout faire pour amadouer les Allemands et leur prouver sa fidélité. Mais il continue d'en espérer des avantages, en particulier pour un nouveau partage des sphères d'influence dans les Balkans. Le 1^{er} juillet 1940, l'ambassadeur Cripps a évoqué le souhait de Churchill de voir « une situation stabilisée dans les Balkans sous l'égide de l'URSS », ce à quoi Staline a répondu : « Quelle que soit la puissance qui s'impose dans les Balkans, elle a toutes les chances de s'y embourber⁴⁹. » Les minutes de cet entretien sont transmises à Schulenburg à la fois pour montrer que l'URSS est un allié fiable et aussi laisser entendre au Reich que les enchères sont à nouveau ouvertes. Dès le 31 août, le Komintern crée une école spéciale chargée de la formation accélérée des cadres des « partis frères » chargés de constituer des pouvoirs prosoviétiques dans les futures régions annexées⁵⁰.

La défaite éclair de la France a déstabilisé toute la stratégie de Staline. Emporté par l'euphorie de ses incroyables succès obtenus sans tirer un coup de fusil – sauf pour la Finlande –, il n'en prend pas encore conscience, d'autant que le III^e Reich donne le change. Le 13 octobre, Ribbentrop adresse à « mon cher Monsieur Staline » une très longue lettre dans laquelle il exprime son « désir de voir s'instaurer dans le monde un ordre nouveau dirigé contre les démocraties ploutocratiques⁵¹ » et offre à l'URSS de s'associer au pacte tripartite signé entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, après avoir « délimité les intérêts des quatre puissances à l'échelle des siècles ». La formule est soulignée au crayon par Staline qui croit le moment venu : l'Allemagne accepterait une hégémonie soviétique sur les Balkans à condition que l'URSS respecte ses intérêts économiques dans la région comme elle l'a fait dans les États baltes et en Finlande.

Ribbentrop invite Molotov à Berlin pour en discuter, tandis que le 22 octobre l'ambassadeur Cripps, que Molotov n'a pas jugé bon de recevoir, propose une coopération contre le Reich en échange de la reconnaissance par l'Angleterre des conquêtes territoriales soviétiques. Vychinski, le tristement célèbre procureur des procès de Moscou versé depuis dans la diplomatie, lui répond le 11 novembre avec une extrême arrogance : « L'Angleterre nous offre moins que ce que nous avons actuellement. [...] Je n'en reviens pas : comment le gouvernement anglais a-t-il pu nous faire de telles propositions alors que l'Angleterre est aux abois ?⁵² »

Reçu en grande pompe dans la capitale du Reich les 12 et 13 novembre 1940, Molotov s'entretient très longuement avec Ribbentrop et, surtout, directement avec Hitler. L'échec de la Luftwaffe dans la bataille d'Angleterre et la résistance britannique encouragent Staline à reprendre les enchères. Un projet rédigé par Molotov à la veille de son voyage à Berlin indique ses objectifs : « 1/ Se renseigner sur les intentions réelles de l'Allemagne et des pays du Pacte

49. *Ibid.*, p. 67.

50. *Ibid.*, p. 60.

51. *Nazi-Soviet Relations*, *op. cit.*

52. Cité in Françoise Thom, *art. cit.*, p. 61.

tripartite concernant la réalisation de leur plan de “nouvelle Europe” et de “grand espace asiatique”. 2/ Préparer une première esquisse de la sphère d’intérêts de l’URSS en Europe, au Proche-Orient et en Asie moyenne, en sondant la possibilité d’une entente à ce propos avec l’Allemagne et l’Italie. »

Cette esquisse présente la liste suivante :

- « a/ la Finlande, conformément à l’accord de 1939 ;
- b/ le Danube, et surtout le Danube maritime ;
- c/ la Bulgarie – c’est la principale question de ces négociations ; elle doit faire partie de la sphère d’intérêts de l’URSS avec l’accord de l’Allemagne et de l’Italie ;
- d/ le sort de la Turquie ne peut être décidé sans notre participation ;
- e/ le sort de la Roumanie et de la Hongrie nous intéresse fort car ce sont des États voisins de l’URSS ;
- f/ le sort de l’Iran ne peut être décidé sans notre participation, car nous y avons des intérêts sérieux (ne pas soulever la question sans nécessité) ;
- g/ que compte entreprendre l’Axe en Grèce et en Yougoslavie ?⁵³ »

Le moins que l’on puisse dire, c’est que l’appétit vient en mangeant ! L’historiographie soviétique a prétendu que le voyage à Berlin visait à « gagner du temps » et à donner le change. Les télégrammes échangés entre Staline et Molotov du 12 au 14 novembre montrent le contraire. Le 13 novembre, agréablement surpris par Hitler qui sait se montrer séducteur, Molotov envoie un message euphorique à Staline : « Hitler manifeste visiblement un grand intérêt pour un accord sur les sphères d’influence et un renforcement de l’amitié avec l’URSS⁵⁴. » Staline répond aussitôt : « Si les résultats de l’entretien de demain montrent que tu peux t’entendre avec les Allemands sur l’essentiel, et qu’il ne restera plus qu’à mettre cela en forme à Moscou, tant mieux⁵⁵. » Un peu plus tard, il ajoute : « Si les Allemands nous proposent un partage de la Turquie, vous pouvez découvrir nos cartes⁵⁶. » Et, de fait, Hitler pérore longuement sur le fait que l’Angleterre étant à ses yeux déjà vaincue, le moment est venu de se partager ses dépouilles. Mais si Molotov lui assure que l’URSS est prête à rejoindre le pacte tripartite, il n’obtient aucune assurance sur l’influence soviétique en Roumanie et en Bulgarie. Or le second entretien avec Hitler le 14 novembre est une douche froide. Le Führer n’accède à aucune des demandes de Molotov et propose un protectorat soviéto-nazi sur la Turquie qui ne le séduit pas. Le voyage de Ribbentrop à Moscou qui devait suivre et aboutir à la signature d’un troisième pacte est discrètement enterré.

Nullement découragé, Staline fait savoir à Schulenburg dès le 25 novembre que l’URSS est prête à adhérer au pacte tripartite « à certaines conditions » : le

53. *Ibid.*, p. 61.

54. *Ibid.*, p. 61.

55. *Ibid.*, p. 61.

56. *Ibid.*, p. 62.

retrait des troupes allemandes de Finlande, un pacte entre la Bulgarie et l'URSS, une base soviétique en Bulgarie et une autre en Turquie, ainsi que l'abandon par le Japon de ses concessions dans le nord de Sakhaline. Le 26 novembre il adresse son portrait dédié à Ribbentrop, marquant sa volonté de passer l'éponge sur les frictions récentes. Le 28, il ordonne la livraison à l'Allemagne de 2,5 millions de tonnes de blé supplémentaires.

Pourtant, ce même 25 novembre, au Kremlin devant Dimitrov, il commence à s'inquiéter : « Il est faux de considérer l'Angleterre comme vaincue. Elle a de grandes forces en mer Méditerranée. Elle est directement présente dans les détroits. Après l'invasion des îles grecques, elle a renforcé sa position dans cette région. Nos relations avec les Allemands sont polies en apparence, mais existent entre nous de sérieuses tensions⁵⁷. » Au point qu'en décembre le Komintern commence à réactiver des communistes allemands⁵⁸. Staline a raison de s'inquiéter. Le 17 janvier 1941, Molotov s'étonne auprès de Schulenburg de ne pas recevoir de réponse au mémorandum que Staline a adressé à Hitler fin novembre. Et pour cause. Le 18 décembre, le Führer a ordonné à la Wehrmacht de préparer l'opération Barbarossa – l'invasion de l'URSS – d'ici au 15 mai 1941, à l'issue de laquelle il escompte un effondrement rapide du pouvoir soviétique.

XVIII. PRINTEMPS 1941 : STALINE PERPLEXE

Jusqu'au 22 juin 1941, Staline poursuit le mirage d'un nouveau traité, signifiant à Berlin qu'il est prêt à revoir ses exigences à la baisse. Il y est encouragé par le respect de ses engagements par le Reich qui, en 1940, a fourni à l'URSS pour 133 millions de marks d'armement, dont les prototypes d'avion les plus modernes (Messerschmitt 109 et 110, Junkers 88), persuadé que l'industrie soviétique est trop arriérée pour en bénéficier. D'ailleurs, en mars 1940, Staline a reçu une délégation envoyée à Berlin à qui il a ordonné d'acheter des avions au plus vite et dans la plus grande quantité possible, et surtout d'évaluer la capacité de production de l'Allemagne – elle l'estimera à 70-80 par jour contre 26 en URSS. Il ajouta : « N'oubliez pas qu'en dépit du pacte, l'Allemagne reste notre ennemie acharnée⁵⁹. »

De son côté, Hitler développe une puissante campagne de désinformation en direction de l'URSS. Ainsi, jusqu'en juin 1941, le chef de la Chancellerie du Reich, Otto Meisner, recevra l'ambassadeur soviétique Dekanosov près d'une fois par semaine en lui laissant entendre que le Führer travaille à de

57. Georgi Dimitrov, *op. cit.*

58. Voir Françoise Thom, art. cit., p. 67.

59. *Ibid.*, p. 57.

nouvelles propositions de coopération avec l'URSS. Le 12 avril, Staline confie d'ailleurs à Yōsuke Matsuoka, le ministre japonais des Affaires étrangères, que « l'URSS accepte le principe d'une coopération sur les grandes questions entre le Japon, l'Allemagne et l'Italie. [...] M. Hitler a dit au camarade Molotov qu'il n'avait pas besoin d'aide militaire pour l'instant. Or le pacte tripartite serait un pacte d'assistance mutuelle. Tant que l'Allemagne n'a pas besoin d'aide, le moment du pacte quadripartite n'est pas encore venu. [...] C'est seulement si les choses allaient mal pour l'Allemagne et le Japon que la question du pacte quadripartite et d'une coopération avec l'URSS, sur les grandes questions se poserait⁶⁰ ». Sûr que ce message passerait aux Allemands, Staline continuait de rêver à une montée des enchères quand la résistance britannique créait une situation favorable.

Durant ce printemps, Staline rejette les incessantes propositions de rapprochement de Churchill, y compris quand celui-ci le prévient d'une attaque imminente de la Wehrmacht. À l'inverse, il satisfait au mieux l'Allemagne, augmente ses livraisons de pétrole, de métaux, de céréales et de coton, et achète pour le compte de celle-ci des matériaux stratégiques dans des pays avec qui elle est en guerre. Il facilite le transit vers le Reich de matières premières en provenance du Japon, en particulier du caoutchouc. Le 13 avril, il déclare à l'attaché militaire allemand : « Nous resterons vos amis quoi qu'il arrive », et donne ordre que les opéras de Wagner – musique favorite du Führer – ne quittent pas l'affiche des théâtres soviétiques. Lors du défilé du 1^{er} mai sur la place Rouge, Semion Timochenko – qui n'a pas oublié la déroute polonaise de 1920 à laquelle il a été mêlé et qui est devenu en mai 1940 commissaire du peuple à la Défense à la place de Vorochilov, sanctionné pour le désastre de l'Armée rouge en Finlande – vient de manière spectaculaire saluer un par un les généraux allemands qui assistent à la parade.

Pourtant, un événement inattendu inquiète le chef du Kremlin. Le 27 mars 1941 un coup d'État renverse à Belgrade le gouvernement favorable à l'Allemagne. Le 3 avril, une délégation yougoslave se rend à Moscou pour signer un traité de non-agression et d'amitié. Le lendemain, Vychinski lui déclare cependant : « Nous avons un pacte avec l'Allemagne. Nous ne voulons pas donner l'impression aux Allemands que nous voulions l'enfreindre. Nous ne voulons pas avoir l'initiative de la rupture du pacte⁶¹ », faisant du traité une simple déclaration de neutralité. Finalement, le 5 avril, Staline consent à retirer le terme « neutralité » et le traité est signé le 6, à 3 heures du matin. Quelques heures plus tard, l'Allemagne attaque la Yougoslavie. Cette affaire montre, encore une fois que l'*appeasement* soviétique à l'égard de Hitler avait des limites. Staline était prêt à faire des concessions dans le domaine économique mais prenait le risque calculé de mécontenter Berlin lorsqu'il s'agissait d'élargir sa sphère d'influence et d'y imposer son régime politique.

60. *Ibid.*, p. 63.

61. *Ibid.*, p. 66.

Néanmoins, l'invasion de la Yougoslavie incite Staline à resserrer son jeu. Le 4 mai, Hitler prononce un discours où l'URSS n'est même pas citée, ce qui inquiète fort Staline qui, le 6 mai, se proclame président du Conseil des commissaires du peuple à la place de Molotov. Il unifie ainsi le commandement de tous les appareils sur lesquels repose le parti-État – le parti bolchevique, l'administration gouvernementale, l'armée et la police politique – et concentre officiellement dans sa main tous les pouvoirs au cas où une guerre éclaterait. C'est aussi indiquer à Hitler qu'il est prêt à négocier directement, d'égal à égal, c'est-à-dire entre deux chefs de parti-État totalitaire.

Le 10 mai, l'atterrissage rocambolesque en Écosse de l'avion de Rudolf Hess, l'un des plus proches de Hitler, convainc un peu plus Staline que les intrigues de la « perfide Albion » visent une alliance germano-britannique et la formation d'un « bloc impérialiste » contre la « patrie du socialisme ». Un rapport de l'Administration principale de la propagande soviétique de mai 1941 traduit cette position dans une langue de bois caractéristique : « Les cercles dirigeants des pays belligérants éprouvent une crainte croissante devant les conséquences révolutionnaires d'une guerre prolongée. La bourgeoisie des pays impérialistes voit avec une immense inquiétude l'Union soviétique grandir et se renforcer, à l'écart de la guerre, alors que la guerre ébranle et affaiblit les pays capitalistes. [...] Dans ces conditions, certains cercles de la bourgeoisie des pays belligérants manifestent un désir croissant de s'entendre afin de conclure la paix et de détourner la guerre contre l'URSS. La "fuite" de Hess en Angleterre est, dans ce sens, un avertissement sérieux à l'URSS. [...] Voilà pourquoi l'URSS doit être prête à n'importe quelle surprise de la part des États impérialistes, elle doit être prête à tout moment à faire échouer une entente des impérialistes contre nous⁶². » Une telle analyse montre une méconnaissance totale de la haine de Churchill et des Anglais à l'égard de Hitler et leur volonté de détruire le III^e Reich, surtout depuis qu'à l'automne 1940 la Luftwaffe a bombardé massivement Londres et d'autres villes anglaises, et fait près de 45 000 morts.

62. *Ibid.*, p. 65.

XIX. LA FIN DE LA LUNE DE MIEL

Le coup d'État anti-allemand en Yougoslavie a tendu les relations germano-soviétiques. L'URSS reconnaît le nouveau gouvernement tandis que l'Allemagne occupe militairement la Yougoslavie et la Grèce. Ces événements accélèrent l'inflexion de la politique du Komintern. Elle est amorcée fin février 1941 par Andreï Jdanov, l'adjoint de Staline chargé de superviser le Komintern, qui informe Dimitrov de la nécessité de porter plus d'attention à la question nationale : « L'internationalisme prolétarien doit aller de pair, pour un peuple donné, avec ses sentiments nationaux sains⁶³. » Dans son appel traditionnel du 1^{er} mai, supervisé par Staline en personne, le Komintern inaugure une politique de « front national » dans un certain nombre de pays occupés, dont la France, où le PCF la relaie dès le 15 mai. Staline songe même à liquider le Komintern afin de faciliter la transition des partis communistes d'une rhétorique révolutionnaire « de classe » à une rhétorique « nationale », et de rendre ainsi plus difficile la cristallisation d'un « front impérialiste uni » contre l'URSS.

Le 13 avril, Staline réussit à signer un pacte de non-agression avec le Japon, ce qui le soulage d'une menace venant de l'Orient. Mais s'il envisage sérieusement depuis début mai l'hypothèse d'une guerre avec l'Allemagne, il ne veut pas croire, en dépit de nombreux avertissements, que Hitler attaquera en 1941. Ce déni l'aveugle : quand, le 16 juin, le chef du renseignement du NKVD lui transmet un rapport précisant que « l'attaque peut intervenir à n'importe quel moment », il l'annote ainsi : « Vous pouvez envoyer votre “informateur” de l'état-major de l'aviation allemande baiser sa mère. Ce n'est pas un informateur mais un désinformateur⁶⁴. » En attendant, Staline interdit tout déplacement de troupes qui pourrait être perçu par le III^e Reich comme une provocation et l'URSS continue de livrer ponctuellement à l'Allemagne les matières premières prévues par les contrats. Le 14 juin, la *Pravda* publie même un communiqué officiel qui affirme que « les rumeurs concernant les plans de l'Allemagne de rompre le pacte [de non-agression] et d'attaquer l'URSS sont sans fondement ». C'est donc avec la plus grande stupéfaction que, le 22 juin aux aurores, Staline est prévenu d'une attaque allemande de grande ampleur à laquelle il refuse de croire durant plusieurs heures. Ce sont pourtant 5 500 000 soldats de l'Allemagne et de ses alliés qui déferlent sur l'URSS. La grande partie de poker menteur inaugurée après le 15 mars 1939 entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique semble tourner au désastre pour celle-ci.

63. Georgi Dimitrov, *op. cit.*

64. Cité in Gaël Mouleuc, art. cit., p. 67.

XX. DE LA GRANDE ALLIANCE À L'INSTAURATION DU RIDEAU DE FER

L'attaque allemande oblige Staline à accepter le soutien politique et matériel des deux grandes puissances capitalistes, l'Angleterre puis les États-Unis, après leur entrée en guerre le 7 décembre, dans le cadre de la Grande Alliance. En dépit des gigantesques défaites militaires de l'Armée rouge, il n'a pas l'intention de perdre ses conquêtes, fruits de l'alliance avec Hitler. Quand en décembre 1941 il reçoit au Kremlin le ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden, il lui signifie qu'à la sortie de la guerre l'URSS conservera ses frontières d'avant le 22 juin 1941 et le Britannique n'a d'autre choix que d'acquiescer. Après les victoires soviétiques de février 1943 à Stalingrad puis de juillet à Koursk, Staline reprend sa stratégie offensive d'annexion et d'expansion. Les conférences internationales de Téhéran fin novembre 1943, de Yalta en février 1945 et de Potsdam en juillet 1945 entérineront les frontières de 1941, auxquelles Staline ajoute la Ruthénie subcarpatique, enlevée à la Tchécoslovaquie, et une portion de la Prusse-Orientale, avec sa capitale Königsberg devenue Kaliningrad. Grâce à la présence de l'Armée rouge sur le terrain et au non-respect de ses engagements pris à Yalta pour des élections libres dans tous les pays libérés, il impose la prise du pouvoir dans toute l'Europe centrale et orientale par des équipes communistes formées au sein du Komintern, encadrées par des « conseillers » soviétiques et appuyées par la présence de l'Armée rouge « libératrice » et du NKVD/KGB. Le rideau de fer va couper l'Europe en deux pendant près d'un demi-siècle, jusqu'à ce que la chute du mur de Berlin marque l'effondrement des régimes communistes et la libération effective de ces nations.

XXI. L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE, POINT AVEUGLE DE LA MÉMOIRE EUROPÉENNE

Cette rapide présentation de l'alliance soviéto-nazie du 23 août 1939 au 21 juin 1941 suffit à faire toucher du doigt les énormes traumatismes qui ont secoué les nations victimes de la complicité des deux régimes totalitaires, les cicatrices profondes qu'y laissèrent la première occupation soviétique puis la seconde après 1944, et donc les importants contentieux que ces nations entretiennent aujourd'hui encore avec la Russie, héritière de l'URSS de Staline.

Ce contentieux est d'autant plus intense que l'URSS a toujours refusé de reconnaître ses torts d'État agresseur dans la période 1939-1941 et, jusqu'en 1989-1991, la réalité même des faits historiques, en particulier l'existence

des protocoles secrets des deux traités du 23 août et du 28 septembre 1939. Ainsi, lors de son fameux « rapport secret » devant le XX^e congrès du PCUS en février 1956, censé donner le coup d'envoi de la déstalinisation en URSS, Khrouchtchev n'a évoqué à aucun moment le sort des nations baltes, de la Bessarabie et de la Pologne orientale. Il les connaissait pourtant de première main, étant en septembre 1939 le chef de l'Ukraine soviétique à laquelle fut intégrée la plus grande partie de la Pologne orientale. L'essentiel était pourtant connu depuis la publication en 1948 des documents saisis par les Américains dans les archives des Affaires étrangères allemandes en 1945 ainsi que les premières et excellentes synthèses historiques⁶⁵, auxquelles le camp communiste répondit avec fureur tant en URSS⁶⁶ qu'en France⁶⁷, notamment pour nier l'existence des protocoles secrets qui, évidemment, démontraient la complicité des deux régimes totalitaires.

Le contentieux n'était pourtant pas récent, symbolisé par la tristement célèbre affaire de Katyn. En effet, au printemps 1943, l'occupant nazi découvrit un charnier où reposaient les corps de 4 404 officiers polonais assassinés d'une balle dans la tête. Goebbels, le chef de la propagande nazie, s'empara de cette découverte pour lancer le 13 avril 1943 une énorme campagne de propagande stigmatisant la barbarie « judéo-bolchevique ». Dès que l'Armée rouge réoccupa le terrain, Staline ordonna à une commission *ad hoc* d'attribuer le crime aux nazis. La découverte du massacre envenima très vite les relations entre l'URSS et le gouvernement polonais en exil à Londres, jusqu'à leur rupture. Or, alors qu'il continuait d'attribuer *urbi et orbi* le crime aux nazis, Khrouchtchev, devenu premier secrétaire du PCUS, ordonna en 1959 au chef du KGB, en toute connaissance de la responsabilité soviétique, de détruire les dossiers de 21 857 Polonais abattus à Katyn et autres lieux⁶⁸. Ce négationnisme perdura jusqu'en mai 1988 quand, pour la première fois, Mikhaïl Gorbatchev reconnut que le NKVD était responsable du massacre. Il fallut néanmoins attendre le 24 septembre 1992 pour que soit rendu public l'ordre du bureau politique du 5 mars 1940 l'exigeant et que, en octobre 1992, certains documents soient transmis au président polonais Lech Wałęsa, soit cinquante-deux ans plus tard. Depuis, l'ouverture de plus en plus large des archives soviétiques après 1991 a permis aux historiens d'établir les faits, tous les faits. Cependant, en mars 2005, la Russie de Vladimir Poutine a refusé de transmettre à la Pologne 116 volumes d'archives sur les 185 existant, qui furent classés secret. En parallèle,

65. Par exemple, l'ouvrage d'Amilcare Rossi, *Deux ans d'alliance germano-soviétique, août 1939-juin 1941*, Arthème Fayard, 1949 (Amilcare Rossi est le pseudonyme du dirigeant communiste italien Angelo Tasca qui avait rompu avec Staline et dont Catherine Tasca est la fille).

66. Par exemple, *Les Falsificateurs de l'histoire (notice historique)*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1948, avec une préface de Louis Aragon.

67. Voir, par exemple, Jean Bouvier et Jean Gacon, *La Vérité sur 1939. La politique extérieure de l'URSS d'octobre 1938 à juin 1941*, Éditions sociales, 1953. Sur tous les enjeux politico-mémoriels au sein du PCF, voir Stéphane Courtois, « Lutttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n° 4, 2^e semestre 1983, p. 5-26.

68. Voir Victor Zalavsky, *op. cit.*, p. 73-74 et p. 129-131.

le procureur général militaire Alexandre Savenkov clôturait une instruction d'une dizaine d'années par un non-lieu : il qualifiait l'assassinat de 14 450 officiers polonais de « crime militaire », ce qui faisait jouer la prescription de cinquante ans et évitait de le qualifier de crime contre l'humanité ou de génocide, qui n'aurait pas pu bénéficier de la prescription. En réponse, l'Institut polonais de la mémoire nationale décida d'engager sa propre enquête et le Sénat polonais vota un texte demandant aux Russes de déclassifier les archives et de qualifier le crime de génocide.

Sur le plan politique, l'entrée dans l'Union européenne de la plupart des ex-« démocraties populaires » et des trois ex-républiques soviétiques baltes a liquidé les séquelles de l'alliance soviéto-nazie. Les frontières de ces États sont aujourd'hui garanties par leur appartenance à l'Union européenne, même si la Russie ne cesse de les harceler, par exemple par des attaques de *hackers* sur leurs systèmes informatiques. Demeurent néanmoins pendantes les questions de la Moldavie, ex-Bessarabie roumaine, parasitée par la pseudo-république de Transnistrie, et surtout de l'Ukraine depuis que Vladimir Poutine, déchirant les traités internationaux, a annexé la Crimée à la Russie en mars 2014, puis déclenché en avril de la même année, dans le Donbass, une guerre secrète qui dure encore.

En revanche, les mémoires collectives sont loin d'être réunifiées et sont même souvent en conflit ouvert⁶⁹. En effet, quelque trente ans après la chute du mur de Berlin, l'Europe est confrontée à la persistance de trois mémoires du communisme bien distinctes, en particulier à propos de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe centrale et orientale, et, surtout, les ex-républiques soviétiques baltes et d'Ukraine occidentale conservent une mémoire tragique du communisme, marquée par l'invasion de l'Armée rouge, la terreur de masse imposée par le NKVD/KGB et quarante-cinq ans de dictature, de censure et d'enfermement – tout comme l'Ukraine orientale traumatisée par la grande famine organisée par Staline en 1932-1933 pour écraser la résistance à la collectivisation. À l'inverse, l'Europe occidentale, qui grâce à la protection américaine a vécu dans la paix civile et la prospérité après 1945, entretient une mémoire glorieuse du communisme ; celle-ci repose pour l'essentiel sur la mémoire de ce que François Furet a nommé « le charme universel d'Octobre » – le rêve de tous les révolutionnaires de la « prise du palais d'Hiver » –, de l'antifascisme des années 1930 – Front populaire, guerre d'Espagne, etc. – et de l'engagement actif des communistes dans la résistance à l'occupant nazi ou fasciste à partir du 22 juin 1941. Durant un demi-siècle, une puissante propagande communiste a contribué à mettre en place une hypermnésie de l'antifascisme et une amnésie de l'alliance soviéto-nazie.

69. Sur ce point, voir Stéphane Courtois « La mémoire du communisme, un enjeu européen », in Stéphane Courtois (dir.), *La Guerre des mémoires*, Vendémiaire, Communisme 2015, 2015, p. 5-44.

Quant à la Russie, elle est prise dans une mémoire schizophrénique, à la fois tragique et glorieuse. D'un côté, les traces mémorielles de la terreur, des famines, du Goulag et de la dictature touchent d'innombrables familles ; de l'autre, le pouvoir postcommuniste s'emploie à reconstruire une identité russe sur la seule mémoire de ce que Staline avait nommé la « Grande Guerre patriotique » et de la victoire de 1945 sur l'Allemagne nazie, en occultant aussi bien les crimes de masse de la guerre civile et des années 1930 que ceux qui ont accompagné, en 1939-1941 puis en 1944-1953, l'annexion/soviétisation de plusieurs nations, ouvertement présentée comme une « libération ».

Encore en 2009, le général Lev Sotkov, membre du renseignement militaire soviétique depuis 1956, s'est appuyé sur 700 pages tirées des archives du renseignement pour justifier le pacte du 23 août 1939, sous prétexte que les délégations franco-anglaises à Moscou auraient refusé l'offre faite par Vorochilov le 15 août d'une alliance militaire : c'est ce refus qui aurait poussé Staline vers l'Allemagne, or nous avons montré ici qu'il n'en était rien. Pourtant, fin août 2019, le ministère des Affaires étrangères russe a repris ce même discours distillé sur les réseaux sociaux⁷⁰.

Dans la même veine, dans *Le Figaro* du 7 mai 2005, Vladimir Poutine a signé une pleine page intitulée « Les leçons de la victoire sur le nazisme » où il a repris toute la vulgate soviétique sur la « libération » de l'Europe centrale, oubliant que « libération » ne signifie pas « liberté ». Il est allé plus loin dans la provocation en évoquant une autre fois « les localités réduites en cendres comme Kathyn », relayant ainsi l'opération du KGB qui, dans les années 1970, avait cherché à brouiller les pistes en mettant à l'honneur, parmi des milliers de villages détruits par l'occupant allemand, le village biélorusse de *Kathyn*, à l'orthographe presque semblable de celui de *Katyn*, ce qui inévitablement laissait penser que le massacre qui y avait eu lieu était le fait des nazis⁷¹. En 2011, Jérôme Amimer, un réalisateur français originaire de Limoges, a contribué à cette manipulation en réalisant un documentaire sur le mémorial de Kathyn, mis en parallèle avec Oradour-sur-Glane.

Cette bataille mémorielle touche jusqu'aux institutions européennes les plus reconnues. Ainsi, en mars 2005, l'eurodéputé polonais de la Plateforme civique Zbigniew Zaleski a demandé au président du Parlement européen, le socialiste Josep Borrell, que l'assemblée observe une minute de silence en l'honneur des victimes du massacre de Katyn, ce qui fut refusé. Le 25 janvier 2006, l'eurodéputé suédois Göran Lindblad, après un long travail préparatoire, a

70. Sylvie Kauffmann, « Réinventer l'humanisme, pourquoi pas ? À condition de ne pas réécrire l'histoire », *Le Monde*, 4 septembre 2019, [www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/reinventer-l-humanisme-pourquoi-pas-a-condition-de-ne-pas-reecreire-l-histoire_5506122_3232.html].

71. Sur ce sujet, voir Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, « Les leçons d'histoire du "professeur" Poutine », *Le Figaro*, 30 mai 2005 [www.voltairenet.org/article17170.html].

soumis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe une résolution proposant la condamnation – uniquement morale – des « crimes des régimes communistes », « comme cela avait été le cas pour les horribles crimes commis au nom du national-socialisme⁷² ». Il a été confronté à une violente campagne des communistes, où s'est notamment distingué le député russe Guennadi Ziouganov, chef du PC russe, mais aussi le PCF. Finalement, la résolution ne fut approuvée que par 99 députés, 42 ayant voté contre et 12 s'étant abstenus⁷³. Cette journée noire pour le Conseil de l'Europe, créé en 1949 précisément pour défendre les droits de l'homme et la démocratie, entraîna des réactions. Ainsi, le 2 avril 2009, le Parlement européen a adopté une résolution sur « la conscience européenne et le totalitarisme » qui a instauré la journée du 23 août – référence au pacte de non-agression – comme Journée européenne de commémoration des victimes du nazisme et du stalinisme. Le concept historique de « totalitarisme », apparu dès 1924, développé par nombre d'analystes durant les années 1930 et relancé en 1951 par les analyses d'Hannah Arendt⁷⁴, est devenu un véritable enjeu historico-mémoriel, rejeté qu'il est par tous ceux qui refusent d'aborder la comparaison entre communisme et nazisme, dont l'alliance Hitler-Staline est évidemment un point crucial. C'est dans cette perspective que Göran Lindblad a créé en 2011 la Plateforme pour la mémoire et la conscience européenne qui regroupe des dizaines d'institutions mémorielles, avec pour objectif la réconciliation des mémoires européennes⁷⁵. La chose n'est pas simple comme l'a montré une grande enquête menée en 2014 par la Fondation pour l'innovation politique, en collaboration avec la Fondation pour la mémoire de la Shoah, auprès de la jeunesse des 16-29 ans dans trente et un pays⁷⁶. Cette enquête montre que la connaissance historique de la Seconde Guerre mondiale est en général assez médiocre. Ainsi, à la question « En 1940, l'Allemagne nazie et l'URSS étaient-elles en guerre ou étaient-elles alliées ? », 41 % des sondés en moyenne répondent « en guerre », 30 % « alliées » et 29 % ne pas le savoir. Les jeunes polonaise et ukrainienne répondent à 46 et 43 % « alliées », contre 37 % pour la France. Plus encourageante est la réponse de la jeunesse russe qui répond « alliées » à 53 %, ce qui montre que dans la jeune génération, le travail de « juste mémoire », préconisé par Paul Ricœur, progresse.

72. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Need for international condemnation of crimes of totalitarian communist regimes », résolution n° 1481 », 2006 (www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-en.asp?FileID=17403&lang=en).

73. Voir Stéphane Courtois, « L'honneur perdu de la gauche européenne », *2050*, n° 1, 2006, p. 110-116.

74. Sur ce thème, voir le remarquable ouvrage de Bernard Bruneteau, *Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, Cerf, 2010.

75. Voir Gillian Purves [dir.], *Pour ne pas oublier. Mémoire du totalitarisme en Europe. Récits biographiques à l'usage des lycéens d'Europe*, Prague, Institut d'étude des régimes totalitaires, 2013.

76. *Mémoires à venir. Une enquête sur la mémoire du XX^e siècle auprès de 31 127 jeunes, de 16 à 29 ans, en 24 langues, dans 31 pays, présentée par Dominique Reynié*, Fondation pour l'innovation politique/Fondation pour la mémoire de la Shoah, 2014.

Le 7 avril 2010, les premiers ministres polonais et russe Donald Tusk et Vladimir Poutine ont commémoré pour la première fois à Katyn la mémoire du massacre. Si Poutine a reconnu la responsabilité de Staline et du NKVD, tant il est désormais difficile de faire autrement, il n'a pas demandé pardon au peuple polonais. Surtout, le 10 avril de la même année, l'avion du président polonais Lech Kaczyński – dont Poutine avait refusé la présence le 7 – s'est écrasé à l'atterrissage près de Smolensk, avec à son bord les plus hautes autorités politiques et militaires et des membres des familles des officiers tués à Katyn. Les Russes ont refusé la participation des Polonais à l'enquête et ont conclu à une défaillance du pilote, mais on ne peut manquer de s'interroger sur la maintenance par la Russie de l'avion du président et sur le comportement de la tour de contrôle de Smolensk. Une chose est certaine, ce crash a considérablement aggravé les relations polono-russes. Dernière ambiguïté : Katyn ayant été un centre de tuerie du NKVD bien avant 1940, le mémorial qui y est érigé concerne plus les victimes soviétiques que polonaises.

On comprend que, face à un tel refus de prendre en considération leur mémoire tragique du communisme – mémoire fondée sur une expérience collective et des traumatismes de longue durée –, les nations d'Europe centrale et orientale soient particulièrement irritées. C'est ainsi que le parlement ukrainien a voté une loi définissant comme « génocide » la grande famine organisée par Staline en 1932-1933 contre la paysannerie ukrainienne et a fait démanteler plus de 5 500 statues de Lénine qui quadrillaient le pays, dont en décembre 2013, lors de la révolution du Maïdan, le gigantesque monobloc du buste de Lénine qui trônait en plein centre de Kiev. De son côté, le gouvernement estonien a déplacé la statue du « soldat libérateur de l'Armée rouge » qui trônait dans le centre de Tallinn. On pourrait multiplier les exemples de la tension qui persiste partout où la vérité sur les crimes du communisme continue d'être masquée, voire niée. Tout ceci a provoqué la fureur de Moscou, où Vladimir Poutine tente de mettre en place une nouvelle mythologie russe construite sur la double gloire de l'empire des tsars et sur la victoire dans la « Grande Guerre patriotique ». Cette expression imaginée par Staline permet de ne retenir que la victoire sur l'Allemagne et d'occulter la période du 23 août 1939 au 22 juin 1941 au cours de laquelle l'URSS a agressé, occupé, terrorisé et « soviétisé » pas moins de cinq nations européennes avec lesquelles les contentieux demeurent vivaces⁷⁷. Aujourd'hui le chef du Kremlin va plus loin en promouvant le « régiment immortel », une mobilisation de masse des descendants des vétérans de la guerre qui quadrille la société et impose dans la rue une mythologie historique⁷⁸. Peut-être devrait-il prendre exemple sur le président allemand Frank-Walter Steinmeier qui, le 1^{er} septembre 2019 lors

77. Voir Stéphane Courtois et Galia Ackerman (dir.), *La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit russo-ukrainien*, L'Harmattan, 2016.

78. Voir Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*, Premier parallèle, 2019.

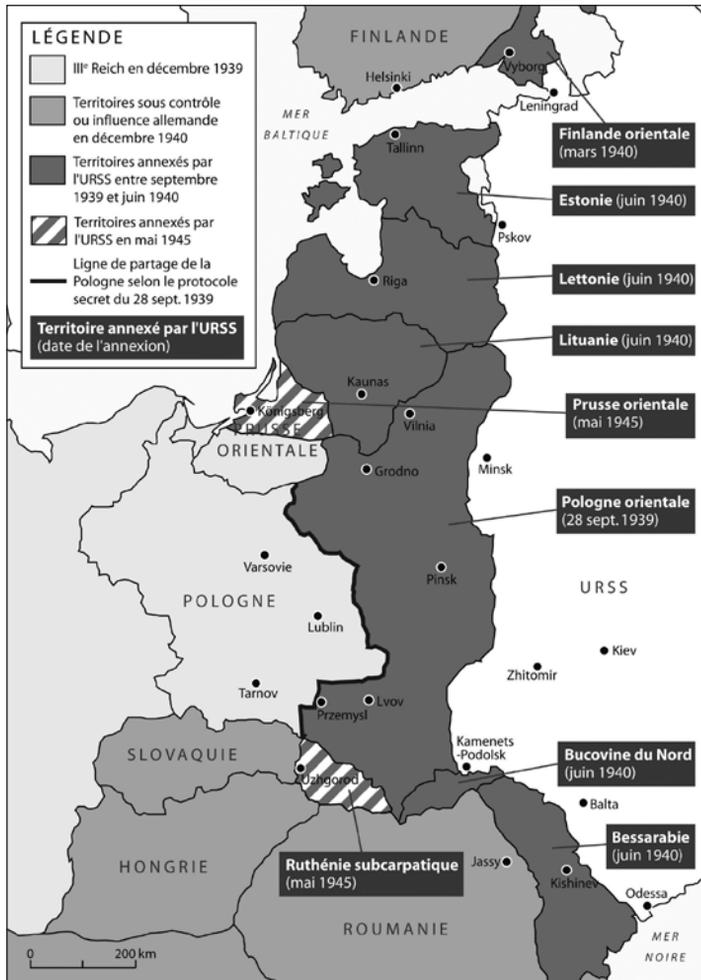
d'une cérémonie avec le président polonais à Wieluń – à la même heure où, quatre-vingts ans auparavant, tombaient sur cette petite ville polonaise les premières bombes allemandes de la Seconde Guerre mondiale –, a demandé pardon aux Polonais et honoré la mémoire de leurs victimes lors de cérémonies auxquelles participaient quarante nations. Il n'en a guère été remercié puisque le gouvernement conservateur polonais a immédiatement relancé une vieille polémique remettant en cause les réparations de guerre de l'Allemagne à la Pologne, pourtant juridiquement réglées depuis 1953. Elles sont estimées par une commission polonaise à 775 milliards d'euros. Ce qui pourrait tout autant concerner la Russie... Quant aux Allemands, ils pourraient opposer aux Polonais la perte définitive de la Pologne orientale en 1945. Comme l'a commenté l'historien polonais Robert Traba, « rouvrir cette question [...] ouvre une boîte de Pandore extrêmement dangereuse pour l'ordre européen »⁷⁹.

Ainsi, l'alliance de Staline avec Hitler demeure un tabou historique majeur de l'histoire européenne du XX^e siècle, aussi bien chez les Russes et chez les communistes que pour une part des socialistes voire d'une droite russophile. Tant que sa dimension criminelle ne sera pas clairement établie et reconnue, en particulier par la Russie, les cicatrices qu'elle a laissées sur le corps de l'Europe ne se refermeront pas et il manquera à la réunification européenne un fondement solide : la vérité sur les crimes commis contre la paix et contre l'humanité – et les génocides qui les ont accompagnés –, qui seule peut assurer la réunification des esprits et des cœurs. Car, comme l'a si bien dit la poétesse roumaine Ana Blandiana, fondatrice du Mémorial des victimes du communisme à Sighetu Marmației, au nord-ouest de la Roumanie et à la frontière ukrainienne : « Lorsque la justice ne réussit pas à être une forme de mémoire, seule la mémoire peut être une forme de justice⁸⁰. » Encore faut-il que cette mémoire repose sur un sérieux travail d'histoire sans cesse remis sur le métier.

79. Jakub Iwaniuk, « La Pologne agite la question des réparations de guerre, évaluées à 850 milliards de dollars, face à l'Allemagne », *Le Monde*, 3 septembre 2019, [www.lemonde.fr/international/article/2019/09/03/le-parti-au-pouvoir-en-pologne-agite-la-question-des-reparations-de-guerre-face-a-l-alle-magne_5505657_3210.html].

80. Sur ce mémorial, voir Stéphane Courtois « Le mémorial de Sighet : histoire et mémoire des crimes communistes en Roumanie », in Stéphane Courtois, *Communisme et totalitarisme*, *op. cit.*, p. 445-456.

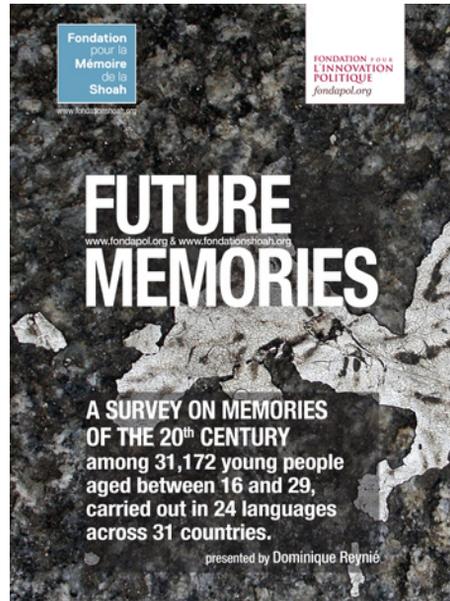
Les annexions territoriales de l'URSS (1939-1945)



Source : Martin Gilbert, *The Dent Atlas of Russian history*, Londres, J. M. Dent, 2^e édition, 1993.

Réalisation : Benjamin Israël.

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne



La longue gouvernance de Poutine
Vladislav Sourkov, mai 2019, 52 pages

Sortir du communisme, changer d'époque
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

Mémoires à venir (version anglaise : Future Memories)
Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat
avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

MÉMOIRES DU COMMUNISME

Ils viennent de Pologne, de Lettonie, de Bulgarie ou encore de Slovénie. Ils ont 40 ans, 60 ans ou plus; ils ont quitté leur pays parfois bien avant 1989 ou juste après la chute du Mur.

À l'occasion des trente ans de la chute du mur de Berlin, la Fondation pour l'innovation politique vous propose de redécouvrir en vidéo douze témoignages très personnels sur ce que fut la vie sous le communisme, recueillis en 2009 et disponible sur www.fondapol.org/fondapol-tv/memoire-du-communisme/.



Piotr Blonski – Pologne

« Tout le monde savait qu'on faisait semblant. Maintenant, certains faisaient semblant de façon criminelle, d'autres s'arrangeaient. »



Antonia Bernard – Slovénie

« Quand je suis venue à Paris, quand j'ai vu ces montagnes de livres, chez Gibert, je me suis dit "C'est formidable !" »



Ene Rammeld – Estonie

« À l'époque, quand on écrivait un scénario, il fallait l'envoyer à Moscou. »



Jiri Slavicek – République tchèque

« La Russie, c'était des communistes qui attaquaient d'autres communistes ! »



Maria Maïlat – Roumanie

« On était aussi sollicités pour écrire un certain type de poèmes en l'honneur de Ceaucescu, pour écrire des louanges pour le "génie des Carpates". »



Elena Melusova – Slovaquie

« La chute du système, on ne pouvait pas y croire, on avait toujours l'année 1968 en mémoire. »



Guntars Abols – Lettonie

« La chute du Mur correspond à l'un des moments rares dans l'histoire, où les choses semblent aller dans la bonne direction. »



Rouja Lazarova – Bulgarie

« Qu'est-ce que c'est que cette école gratuite qui vous apprend des mensonges et qui fait que vous vous réveillez à 40 ans en constatant que vous ne savez rien ? »



Inga Lanchas – Lituanie

« Pour moi, le mur de Berlin est tombé le 23 août 1989, le jour où j'ai vu flotter le drapeau lituanien. »



Eric Poelw – Ex-RDA

« Mon grand-père me disait : "Ce système ne peut pas marcher parce qu'il ne crée pas de valeur ajoutée. On vit sur ce qu'on a et, un jour, on aura épuisé le pays." »



Marie Wiesner – Hongrie

« Beaucoup de Français m'ont regardée avec un air suspect, comme si je racontais des histoires. »



Jacqueline Hénard – Berlin-Ouest

« La chute du Mur est le seul moment de ma vie où je me suis sentie pus allemande que Berlinoise. »



Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié

Coffret en deux volumes, 276 pages, 25€, disponible sur fondapol.org



Democracies Under Pressure

Edited by Dominique Reynié

Box in two volumes, 276 pages, 25€, all results available on fondapol.org/en

NOS PUBLICATIONS

***Campements de migrants sans-abri :
comparaisons européennes et recommandations***

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019.

Le poids des électorsats comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano

Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2) L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1) L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Vladislav Sourkov, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2) Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1) Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

L'Opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B / collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1) Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)***Comprendre le retour de l'institution religieuse***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)***Récuser le déni***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes :***Les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins***

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : Un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : Magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : Un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : Établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : La France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration
Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration [2] : fin du consensus ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration [1] : fin de l'homogénéité ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : Combattre la pauvreté des enfants
Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française [2]
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin [1]
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 [Tome 2]
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 [Tome 1]
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage
Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?
Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015
Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

- Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne***
Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages
- Marché du travail : pour la réforme !***
Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages
- Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie***
Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages
- Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés***
Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages
- France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances***
Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages
- Dette publique : la mesurer, la réduire***
Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages
- Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière***
Julien Damon, avril 2017, 52 pages
- Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle***
Olivier Faron, avril 2017, 48 pages
- Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée***
Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages
- Porno addiction : nouvel enjeu de société***
David Reynié, mars 2017, 48 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [2]***
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [1]***
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages
- L'actif épargne logement***
Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages
- Réformer : quel discours pour convaincre ?***
Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages
- De l'assurance maladie à l'assurance santé***
Patrick Negaret, février 2017, 48 pages
- Hôpital : libérer l'innovation***
Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages
- Le Front national face à l'obstacle du second tour***
Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages
- La République des entrepreneurs***
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages
- Des startups d'État à l'État plateforme***
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages
- Vers la souveraineté numérique***
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages
- Repenser notre politique commerciale***
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages
- Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté***
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : Les promesses de la mobilité électrique
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs
Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement
Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France
Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents
Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies
Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité
Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure
Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social
Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française [2] : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française [1] : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans); **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

1939, L'ALLIANCE SOVIÉTO-NAZIE : AUX ORIGINES DE LA FRACTURE EUROPÉENNE

Par Stéphane COURTOIS

Le 28 septembre 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique signent à Moscou un traité « de délimitation des frontières et d'amitié ». Cette « amitié » est la conséquence directe du pacte « de non-agression » signé le 23 août de la même année entre les deux puissances totalitaires, qui avait *ipso facto* entraîné l'attaque de la Pologne par Hitler le 1^{er} septembre, puis par Staline le 17 septembre, et provoqué le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Même si la Russie bolchevique avait longtemps entretenu des relations privilégiées avec l'Allemagne des années 1920, cette alliance stupéfia la plupart des observateurs tant l'opposition idéologique semblait irréductible entre le nazisme ultranationaliste et racialisé, et le communisme soviétique marxiste et internationaliste. Or cette alliance des deux grands dictateurs totalitaires contre les démocraties devait avoir les plus funestes conséquences, qui marquent aujourd'hui encore le corps d'une Europe réunifiée.

Les médias

fondapol.tv

ГРОП ЛІБРАЄ
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol.org



Le site internet

fondapol.org



978 2 36408 215 1

ISBN : 978-2-36408-215-1

5€

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org